

PIDFE

PROGRAMMATION INTERMINISTÉRIELLE POUR LES DROITS DES FEMMES ET L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

2015-2018 / HAUTE-NORMANDIE



**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
POUR LES AFFAIRES RÉGIONALES
DÉLÉGATION RÉGIONALE
AUX DROITS DES FEMMES
ET À L'ÉGALITÉ ENTRE
LES FEMMES ET LES HOMMES**

Préambule

Un engagement national et régional pour une politique interministérielle en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes

Le Gouvernement a fait de l'égalité entre les femmes et les hommes un principe structurant de l'ensemble de son action. L'égalité entre les femmes et les hommes est au cœur du projet de société incarné par le pacte républicain.

La Loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes pose le cadre d'une politique intégrée de l'égalité. Cette politique associe la prise en compte des enjeux de l'égalité dans l'ensemble des politiques publiques, et des mesures spécifiques destinées aux plus fragiles. Elle vise à assurer l'effectivité des droits des femmes dans tous les champs de la vie professionnelle, sociale et personnelle.

En Haute-Normandie, la programmation interministérielle pour les droits des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes - PIDFE – développe au plan régional la politique publique d'égalité. Elle décline les orientations du Comité interministériel aux droits des femmes et vise à rendre visible les engagements pour l'égalité entre les femmes et les hommes des partenaires publics et privés.

La PIDFE 2015 – 2018 s'inscrit dans la continuité du Plan régional stratégique 2011- 2013 en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Elle offre dans un document unique une vision d'ensemble de la prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'action de l'Etat au plan régional et départemental. Elle met en lumière également les projets des collectivités publiques, des associations, des organisations privées qui s'engagent pour l'égalité femmes – hommes.

La PIDFE décrit, informe, engage les partenaires et garantit la structuration et le développement d'actions dans la durée. Elle organise la dynamique partenariale instaurée dans la région Haute-Normandie et dans les deux départements de la Seine-Maritime et de l'Eure et conforte les acteurs locaux à poursuivre leur mobilisation.

Cette programmation permet de mesurer les avancées pour la mixité et l'égalité dans tous les domaines de la vie : travail, santé, culture, sport, études... Le réflexe de l'égalité est attendu dans toutes ces sphères, il doit devenir au XXI ème siècle un réflexe prioritaire, au profit d'une société plus juste et mieux organisée.

Les 56 partenaires signataires s'engagent chacun à dresser le bilan des **85 actions** présentées à l'occasion d'un comité de pilotage à mi-parcours, qui sera réuni par la délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes. Le réseau des référents désignés par chacun des partenaires assure la continuité de l'information quant à la mise en œuvre des actions.

PARTENAIRES SIGNATAIRES DU PIDFE 2015 / 2018

Monsieur le Préfet de la région Haute-Normandie, Préfet de la Seine-Maritime

Monsieur le Préfet du Département de l'Eure

Madame la Directrice Régionale des Finances Publiques de Haute-Normandie

Madame la Rectrice d'Académie de Rouen

Monsieur le Président du Conseil Régional de Haute-Normandie

Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Seine-Maritime

Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Eure

Monsieur le Président de la Métropole Rouen - Normandie

Monsieur le Maire de Rouen

Monsieur le Procureur Général près la Cour d'Appel de Rouen

Monsieur le Président de l'Université de Rouen

Monsieur le Président de l'Université du Havre

Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Seine-Maritime

Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Eure

Monsieur le Commandant de groupement de gendarmerie de la Seine-Maritime

Monsieur le Commandant de groupement de gendarmerie de l'Eure

Monsieur le Directeur Général de l'ARS de Haute-Normandie

Madame la Directrice Régionale du Pôle Emploi Haute-Normandie

Monsieur le Directeur Régional de la Caisse des Dépôts de Haute-Normandie

Monsieur le Directeur Régional de l'INSEE Haute-Normandie

Madame la Directrice Générale du Centre Hospitalier régional et Universitaire de Rouen

Madame la Directrice du Centre Hospitalier Intercommunal d'Elbeuf - Louviers - Val de Reuil

Monsieur le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE)

Madame la Directrice Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS)

Madame la Directrice Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF)

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)

Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles (DRAC)

Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale (DDCS) de la Seine-Maritime

Madame la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) de l'Eure

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer (DDTM) de la Seine-Maritime

Madame la Directrice académique des services de l'éducation nationale, directrice des services départementaux de l'Éducation nationale de la Seine-Maritime

Monsieur le Directeur de CANOPE – Académie de Rouen

Monsieur le Délégué régional de l'ONISEP

Monsieur le Président de la Cité des Métiers de Haute-Normandie

Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Rouen

Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de la Seine-Maritime

Monsieur le Président de l'ARACT Haute-Normandie

Monsieur le Président de la FFB Haute-Normandie

Monsieur le Président de la CAPEB Haute-Normandie

Monsieur le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de Seine-Maritime

Monsieur le Président de l'Union Sociale pour l'Habitat (USH) de Haute-Normandie

Madame la Présidente du Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) de la Seine-Maritime

Madame la Présidente du Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) de l'Eure

Madame la Directrice du CESI Normandie

Monsieur le Directeur Général de l'ESIGELEC

Monsieur le Directeur de l'ESITPA

Monsieur le Directeur de l'INSA

Madame la Directrice du CNFPT

Monsieur le Directeur de l'AFPA d'Evreux

Monsieur le Président du Centre de gestion 76

Monsieur le Président de Haute Normandie Active Haute-Normandie

Monsieur le Président de l'Association « elles bougent » Normandie

Monsieur le Président de la Fédération Française de Hockey sur Glace

Madame la Présidente de l'Association H/F Normandie

Monsieur le Président de l'Association ADAEA / LA PAUSE de l'Eure

Monsieur le Président de l'Association Accueil Service de l'Eure

Sommaire

> Préambule

> Axe 1 : Égalité entre les femmes et les hommes dans la vie professionnelle et économique

Orientation et mixité - fiches action N°1 à 11

Numérique et mixité - fiches actions N° 12 à 14

Études de genre - fiches actions N° 15 à 16

Entrepreneuriat féminin - fiches actions N° 17 à 19

Dialogue social et égalité professionnelle - fiches actions N° 20 à 24

Égalité professionnelle et emploi - fiches actions N° 25 à 32

> Axe 2 : Égalité entre les femmes et les hommes dans la vie politique et sociale

Observatoires : statistiques sexuées - fiches action N° 33 à 36

Sensibilisation aux stéréotypes de genre - fiches action N° 37 à 43

Egalité et mixité dans le sport et la culture - fiches action N° 44 à 47

> Axe 3 : Promotion des droits et lutte contre les violences sexistes

Accès aux droits et Parentalité - fiches action 48 à 51

Lutte contre les violences faites aux femmes - fiches action N° 52 à 64

Hébergement, logement des femmes victimes - fiches action N° 65 à 71

Lutte contre le harcèlement et les violences sexistes - fiches action N° 72 à 83

Formations lutte contre les violences faites aux femmes - fiches action N° 84 à 85

> Signataires

Axe 1

Égalité entre les femmes et les hommes dans la vie professionnelle et économique

Orientation et mixité

fiches action N°1 à 11

Numérique et mixité

fiches actions N° 12 à 14

Etudes de genre

fiches actions N° 15 à 16

Entrepreneuriat féminin

fiches actions N° 17 à 19

Dialogue social et égalité professionnelle

fiches actions 20 à 24

Egalité professionnelle et emploi

fiches actions N° 25 à 32

Orientation et mixité

PILOTE : Délégation régionale aux droits des femmes / RECTORAT

FICHE ACTION N° 1

REGION / DEPARTEMENT	Région Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Convention régionale pour l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes dans le système éducatif 2013-2018
Diagnostic	Les disparités entre les sexes demeurent bien réelles, en termes de sentiment de compétence, de réussite ou d'insertion. Les choix d'orientation, les attitudes à l'égard de la santé et de la sexualité, ou encore les conduites sociales sont encore largement déterminés par les représentations associées au féminin et au masculin et par la division sexuée des rôles dans la société. Quelques données : - 30 mois après le bac professionnel, 29% des femmes sont en recherche d'emploi contre 19% des hommes (sources : Rectorat de Rouen-SAIO ; enquête Subanor 2008) - En Haute-Normandie, le taux d'activité entre 25 et 54 ans est de 84,3 % pour les femmes et de 94,6 % pour les hommes. 26% des femmes travaillent à temps partiel contre 7% des hommes. 58% des hommes sont en CDI contre 41% des femmes. Le salaire des femmes est de 25,5% inférieur à celui des hommes (source Insee 2012).
Description de l'action	L'objectif de cette convention est de valoriser les actions menées en faveur de l'égalité des chances entre les filles et les garçons autour de 3 grands axes : - acquisition d'une culture de l'égalité entre les sexes, - éducation au respect mutuel et à l'égalité, - accroissement de la mixité des filières de formation, à tous les niveaux d'études. Outre les actions portées par chaque partenaire valorisées au sein de la convention (qui font l'objet de fiche actions spécifiques), les partenaires ont souhaité engager des réflexions en 4 groupes de travail :

	1 . indicateurs de mixité : une enquête l'impact des conditions de vie par genre sur les conditions d'études 2. comportement psychosociaux des jeunes (éviter l'auto censure, assumer son égalité dans ses rapports à l'autre sexe) 3. développement d'une communication respectant la neutralité. Guide des bonnes pratiques pour communiquer en évitant les stéréotypes 4. Formation aux stéréotypes de genre dans l'éducation
Partenaires	DRDFE, Rectorat, Conseil Régional, DRAAF, DRJSCS, Universités, DIRECCTE, établissements d'enseignement supérieur, chambres consulaires, Cité des Métiers
Public cible	Les acteurs du système éducatif
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	2013-2018
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Diverses selon les groupes de travail : plaquettes, films, expositions... Formations en 2015 – 2016 Diffusion enquête OVEVIP 2015
Budget global de l'action Financeurs et montants	Différents budgets selon groupes de travail
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Nombre de participants aux formations Nombre de plaquettes diffusées Nombre de répondants à l'enquête (2000 au 31 mai 2015)
Gouvernance (Comité de suivi...)	Un comité technique par groupe de travail et un comité de pilotage global

PILOTE : RECTORAT

FICHE ACTION N° 2

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie – Académie de Rouen
Intitulé de l'action	La mixité dans les filières comme un levier pour l'ambition des élèves
Diagnostic	La faible mixité d'une filière peut représenter un frein pour s'y engager et limite ainsi le champ des formations envisageables et donc l'ambition de l'élève. Les quelques actions menées en ce sens sont assez peu ciblées et peu évaluées.
Description de l'action	Après avoir identifié les filières de formation peu mixtes et conduisant à des qualifications élevées, il s'agirait d'identifier les points de blocage, de mettre en place des actions ciblées et d'évaluer leurs effets avant/après
Partenaires	Les EPLE de l'académie de Rouen. Les organismes de formation, engagés dans le groupe de travail « indicateurs » de la Convention égalité/mixité ayant les mêmes préoccupations (cf projet " indicateurs " convention 2013-2018
Public cible	Bac-3 à bac+3
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Repérage des filières et analyse blocages (2015), Actions spécifiques et évaluation sur 2015-2016. Réitération sur 2016-2017
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Publication
Budget global de l'action	Financement Éducation Nationale
Financeurs et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Enquête élèves Évolution des demandes d'orientation sur les filières retenues
Gouvernance (Comité de suivi...)	Groupe de pilotage

**PILOTE : Délégation régionale
aux droits des femmes /
RECTORAT**

FICHE ACTION N° 3

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie – Académie de Rouen
Intitulé de l'action	Prix de l'égalité et de la mixité
Diagnostic	Ce Prix mis en place en 2013 s'inscrit dans la suite du Prix de la vocation scientifique des filles. Il s'adresse à des établissements qui mettent en place une démarche collective rassemblant diverses catégories de personnels et d'élèves autour de projets en faveur de l'égalité entre les filles et les garçons.
Description de l'action	Le prix de l'égalité et de la mixité récompense et valorise 6 projets d'établissement qui favorisent : 1) la mixité dans toutes les filières et la diversification des choix professionnels, 2) l'éducation à la santé et au respect mutuel entre les filles et les garçons dans tous les établissements scolaires secondaires de Haute-Normandie.
Partenaires	Rectorat / mission égalité filles-garçons, DRAAF, ONISEP
Public cible	Établissements publics ou privés sous contrat y compris agricoles de Haute-Normandie
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Renouvelé chaque année : avril : envoi des dossiers de candidature, octobre : jury, novembre : remise des prix
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Remise des prix alternée Rectorat / Préfecture de région Couverture presse
Budget global de l'action Financeurs et montants	12 000 € soit 6 prix de 2 000 € Budget Etat / DRDFE
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Nombre de candidatures reçues Nombre de participants à la remise des Prix
Gouvernance (Comité de suivi...)	Comité de pilotage régional : DRDFE / DRAAF, Rectorat, ONISEP

PILOTE : Délégation Régionale de l'Onisep

FICHE ACTION N° 4

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie- Académie de Rouen
Intitulé de l'action	Valorisation des projets d'établissements retenus dans le cadre du prix de l'égalité et de la mixité entre les filles et les garçons.
Diagnostic	Les équipes éducatives doivent être sensibilisées à la question des choix d'orientation stéréotypés.
Description de l'action	Se rendre dans les établissements ayant reçu le prix en 2014 pour suivre l'évolution de leurs projets, réaliser un film d'animation à partir de leurs réalisations. Communiquer sur ces actions de façon à créer une émulation pour les années à venir.
Partenaires	Délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes, de Haute-Normandie, la mission égalité du Rectorat
Public cible	Les établissements scolaires pouvant candidater pour ce prix, les CIO.
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	A partir de janvier 2015, lorsque les établissements seront retenus au titre du prix 2014. 10 mois
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Présentation du dossier et du film au cours de la remise des prix des futurs lauréats.
Budget global de l'action Financeurs et montants	4000 euros – (DRDFE)
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Connaissance par les établissements de cette réalisation au moment de l'envoi du règlement de ce prix
Gouvernance (Comité de suivi...)	Comité de pilotage

PILOTE : Association « Elles bougent »

FICHE ACTION N° 5

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Intervention dans les collèges et les lycées
Diagnostic	Il n'y a pas assez de filles dans les formations techniques et scientifiques. Seulement 45% de filles en terminale S et 27% en école d'ingénieurs-es.
Description de l'action	L'association souhaite aider les filles dans leurs choix d'orientation mais également sensibiliser les parents et les enseignants aux possibilités de carrières dans les secteurs techniques. L'association veut agir dans les établissements scolaires à travers des conférences, des participations aux forums métiers... et évoquer la mixité des métiers à partir de témoignages d'élèves ingénieures (ei-CESI, ESIGELEC et INSA Rouen) et de techniciennes & ingénieures en activité au sein des entreprises partenaires de l'association.
Partenaires	Académie de Rouen (convention signée), ei-CESI, ESIGELEC, INSA Rouen, UIMM, Safran, Airbus, EDF, GDF-SUEZ, Renault, Orange...
Public cible	Collégiennes et Lycéennes
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Année scolaire (2014-2015, 2015-2016, 2016-2017)
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Site internet Elles bougent
Budget global de l'action	Partenaires entreprises, association Elles bougent
Financeurs et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Nombre d'actions réalisées dans les établissements scolaires Nombre de filles sensibilisées Evolution du nombre de filles dans les écoles d'ingénieures partenaires Nombre de filles inscrites sur le site Elles bougent
Gouvernance (Comité de suivi...)	Comité de suivi établi avec l'académie de Rouen

PILOTE : Délégation Régionale de l'Onisep

FICHE ACTION N° 6

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie- Académie de Rouen
Intitulé de l'action	Des métiers s'exerçant au féminin et au masculin en Haute-Normandie dans le secteur de l'agriculture
Diagnostic	Bien que l'on retrouve un nombre conséquent de filles dans les formations agricoles, la répartition au sein des spécialités est très « genrée », le constat est identique pour les garçons notamment dans le domaine de l'aide à la personne.
Description de l'action	Réalisation d'un dossier pédagogique pour lutter contre les stéréotypes de genre dans le choix d'orientation des filles et des garçons et mieux faire connaître les métiers de l'agriculture.
Partenaires	Délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes, le Conseil Régional, la DRAAF, les chambres d'agriculture.
Public cible	Les équipes éducatives des EPLE, établissements agricoles, les CFA, les acteurs de l'AIO, les partenaires.
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	18 mois. Lancement officiel de la manifestation le 14 octobre 2014
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	
Budget global de l'action Financeurs et montants	22 192 euros dont cofinanceur DRDFE
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Circulation des expositions réalisées au sein des établissements
Gouvernance (Comité de suivi...)	Comité de pilotage

PILOTE : Écoles d'ingénieur-e-s (CESI, ESIGELEC, ESITPA, INSA)

FICHE ACTION N° 7

REGION / DEPARTEMENT	HAUTE NORMANDIE/SEINE MARITIME
Intitulé de l'action	Conférence ingénieure, ingénieur, pourquoi pas toi ?
Diagnostic	Les écoles d'ingénieur-e-s n'atteignent pas la parité homme/femme au niveau de leurs effectifs d'étudiants. Cette conférence a pour but de mettre l'accent sur l'accessibilité des écoles d'ingénieur-e-s aux élèves de collège et lycée et plus particulièrement aux filles ainsi que de lutter contre les idées reçues.
Description de l'action	C'est dans le cadre de la journée internationale des femmes qu'est organisée cette conférence. Témoignages d'élèves-ingénieur-e-s, de diplômé-e-s sur leurs parcours scolaires et leurs carrières. Présentation de réalisations de projets scientifiques/technologiques.
Partenaires	Rectorat, ONISEP, Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité, CESAR, les chemins de la citoyenneté et l'association « Elles Bougent »
Public cible	Collégien-ne-s et lycéen-ne-s
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	La 9ème édition se déroulera la matinée du 12 mars 2015
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Invitation envoyée par le Rectorat à l'ensemble des collèges et lycées de la région Création d'un mini site de promotion Information relayée sur les sites internet des écoles d'ingénieur-e-s et des partenaires Envoi d'un communiqué de presse Création d'affiches et de flyers
Budget global de l'action	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Nombre de participants et leur catégorie (collégiens, lycéens, CIO, parents, ...). Projet : élaboration d'un questionnaire de satisfaction pour les encadrants.
Gouvernance (Comité de suivi...)	L'équipe organisatrice est composée des 4 écoles d'ingénieurs, Rectorat et de l'ONISEP

**PILOTES : ESIGELEC, UIMM
Rouen Dieppe, Elles Bougent**

FICHE ACTION N° 8

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Journée IndustriElles
Diagnostic	Méconnaissance des métiers de l'industrie chez les lycéennes et difficulté à se projeter dans un monde qui semble réservé aux garçons
Description de l'action	une journée de rencontres destinée à des lycéennes de 1ère d'un lycée régional - Rencontres avec des élèves-ingénieures à l'ESIGELEC - Quizz sur les stéréotypes des métiers de l'industrie par l'UIMM - Accueil dans une entreprise de la région et rencontre de femmes sur leur poste de travail (en avril 2014 : 25 jeunes filles de 1ere du Lycée Jehan Ango de Dieppe ont été accueillies à l'ESIGELEC et chez Renault à Cléon)
Partenaires	ESIGELEC - UIMM - Elles Bougent - une entreprise
Public cible	Lycéennes en filière scientifique
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Une à deux éditions par an
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Presse, internet
Budget global de l'action Financeurs et montants	Pris en charge par ESIGELEC , UIMM et Lycée
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Enquête de satisfaction
Gouvernance (Comité de suivi...)	ESIGELEC UIMM

PILOTE : Cité des Métiers	FICHE ACTION N° 9
REGION / DEPARTEMENT	Haute-NORMANDIE /Seine- Maritime
Intitulé de l'action	Métier, Mixité, Egalité
Diagnostic	Les chiffres de l'orientation scolaire de fin de 3e de l'académie font apparaître une polarisation des vœux stéréotypée. Dans les établissements concernés par l'action, la polarisation stéréotypée peut aller jusqu'à une demande majoritaire des filles pour la coiffure et des garçons pour la mécanique. Objectif :Favoriser précocement une représentation mixte des métiers , des filières et des parcours, afin d'amener les collégien-nes à des choix éclairés dès la 3e. *Repères pour l'orientation, p 61
Description de l'action	L'action est conçue pour s'adresser prioritairement aux élèves, tout en prenant en compte les parents ; L'action s'envisage avec une partie théorique et une partie pratique. Pour chaque classe, quatre moments : 1) Interventions en classe : • 1e séance Objectif : réflexion sur les idées reçues sur les métiers . Réflexion, échanges, quizz, débat. Animation : Onisep • 2e séance. Objectif : découverte de métiers peu connus. Animation : Copsy • 3e séance. Objectif : faire évoluer les représentations stéréotypées des métiers. Témoignages de professionnelles du numérique, des métiers scientifiques et techniques... • 4e séance. Objectif : faire évoluer les représentations stéréotypées des filières. Témoignages de filles en STI2D,en bac pro, apprenties et/ ou garçon atypique de genre dans sa filière. 2) Visites d'entreprise Objectif : favoriser la représentation de femmes à des postes scientifiques ou techniques, ou atypiques. Si possible professionnelles à leur poste de travail. 3) Réunions bilan dans les établissements Moment convivial avec retour aux parents sur l'action menée dans la classe de leur enfant. 4) Regroupement des classes 18 mai 2015 à la Cité des Métiers Objectifs : Faire découvrir aux élèves le principe du théâtre forum grâce à la Compagnie les 3 Soeurs:

Partenaires	<u>Partenaires intervenant dans les établissements</u> : Onisep, SAIO Rectorat de Rouen : Copsy, Elles bougent, Lycée Fernand Léger Grand Couronne Lycée Marcel Sembat Sotteville les Rouen Lycée Les Fontenelles Louviers <u>Partenaires mobilisés selon les thématiques</u> : NWX, Schneider Val de Reuil, ..., ESIGELEC, CRIJ Pour 2015-2016 : à déterminer <u>Partenaires institutionnels</u> : DRDFE, Mission égalité filles garçons du rectorat, CG76
Public cible	Élèves de collège en classe de 4e Action menée pour l'année 2014-2015 à titre expérimental en direction des collèges suivants : Collège Camille Claudel Rouen 76 Collège Diderot Le Petit Quevilly 76 Collège Mendès-France Val de Reuil 27
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	octobre 2014 au 18 mai 2015
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	A définir avec les partenaires à la fin de l'expérimentation. Néanmoins, un bilan sera réalisé au terme de l'action,
Budget global de l'action Financeurs et montants	Valorisation des temps de travail de chaque intervenant à définir plus précisément si l'action se poursuit Intervention de la Compagnie les trois Soeurs ; Estimation 2000 Euros Financement DRDFE
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Comparaison entre deux listes produites par les élèves, au début et à la fin de l'action : « les métiers qui vous viennent spontanément à l'esprit ». Suivi de cohorte des élèves ayant participé à l'action, à mener par les établissements. Bilan de l'action afin d'envisager la poursuite.
Gouvernance (Comité de suivi...)	Cité des Métiers de Haute-Normandie Comité de suivi : Collège Claude (principale, copsy, professeur), Collège Diderot (principale, Copsy, professeure), Collège Mendès-France Val de Reuil (principal, copsy, professeure) DRDFE, Mission égalité filles garçons, CG76 Ce comité s'est réuni en novembre 2014, et se réunira en janvier et mars 2015, soit 3 réunions. La poursuite de l'action est soumise à la validation du CA de la Cité des Métiers

**PILOTE : Direction Régionale de
l'alimentation, de l'agriculture,
et de la forêt**

FICHE ACTION N° 10

REGION / DEPARTEMENT	Haute Normandie
Intitulé de l'action	L'égalité des chances filles/garçons dans les métiers de l'agriculture
Diagnostic	Malgré une parité globale du nombre de filles et de garçons dans l'enseignement agricole, les filières ne sont pas mixtes
Description de l'action	organisation d'une table ronde régionale sur l'égalité des filles et des garçons dans les formations et les métiers de l'agriculture sur le modèle de celle qui a été réalisée en octobre 2014 dans l'Eure
Partenaires	DRDFE, CG, MSA, CR, chambres d'agriculture, réseau national « Egalité » DGER
Public cible	Lycéen-nes et étudiant-es de l'enseignement agricole les maitres de stage et d'apprentissage
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Journée mondiale de la femme rurale (15 octobre) en 2015 ou 2016
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Invitation presse, internet
Budget global de l'action	Frais de déplacement des consultants accueil café subventions DGER
Financiers et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Nombre de participant-es
Gouvernance (Comité de suivi...)	DRAAF, DRDFE, CG (76 et 27), CR, établissements

**PILOTE : Fédération Française du
Bâtiment de Haute-Normandie -
CAPEB**

FICHE ACTION N° 11

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Mixité des stagiaires de la formation dans la filière de formation du BTP en HN
Diagnostic	Une croissance des stagiaires de la formation dans le supérieur ces dernières années ; une part de l'emploi féminin en HN dans le BTP en 2013 de 11%
Description de l'action	- Promouvoir les métiers d'encadrements (chef de chantier, conducteur de travaux, dessinateur métreur, ingénieur) du BTP - Promouvoir les diplômes post bac du BTP
Partenaires	BTP CFA, ESSIGELEC, INSA, université HN (Rouen- le Havre), CESI
Public cible	Public Post Bac
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Communication continue
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Rencontres métiers Cité des métiers, Missions locales, rectorat.
Budget global de l'action Financeurs et montants	Mission générale au sein de la profession ne nécessitant pas de dépenses supplémentaires depuis la construction de l'outil ONISEP.
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Tableau de bord annuel de l'Observatoire régional des métiers du BTP
Gouvernance (Comité de suivi...)	La branche du BTP et des Travaux publics

Numérique et mixité

FICHE ACTION N° 12	
PILOTE : RECTORAT	
REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Les stéréotypes, un obstacle au développement des usages du numérique
Diagnostic	Les usages du numérique sont « genrés », ainsi que les orientations dans des filières tournées vers des usages du numérique. Ces différences ne relèvent pas simplement d'intérêts différents, mais également de sentiments de compétence inégaux, avec de possibles conséquences sur l'engagement dans les usages du numérique, l'égal accès aux ressources disponibles et à l'ouverture vers certains domaines d'activité.
Description de l'action	Dresser et diffuser un état des lieux sur cette problématique encore peu connue. Compléter le cas échéant par une enquête ad hoc (ex : sentiment de compétence des filles et des garçons). Définir des actions correctives.
Partenaires	DRDFE, Conseil régional, CESAR, Universités (état des savoirs), établissements de formation et associations intervenant sur ce champ, entreprises.
Public cible	A préciser en cours de projet
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	État de la question (1^{er} semestre 2015). Enquête élève complémentaire 2015-2016. Plan d'actions correctives (fin 2016)
Communication	Publication, journée d'étude
Budget global de l'action	
Modalités d'évaluation et Indicateurs	
Gouvernance (Comité de suivi...)	Comité de pilotage

PILOTE : Délégation Régionale de l'Onisep

FICHE ACTION N° 13

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie- Académie de Rouen
Intitulé de l'action	A relier avec la fiche action « les stéréotypes, un obstacle au développement du numérique.
Diagnostic	Constat : les usages du numérique sont « genrés » La mixité dans ces métiers d'avenir du numérique subit ces stéréotypes au détriment des filles
Description de l'action	Réfléchir à la constitution d'un 4 ^{ème} dossier pédagogique à destination des équipes éducatives afin d'alimenter la question des stéréotypes, cette initiative pourrait entrer dans le champ des actions correctives. Nous pourrions envisager de travailler par exemple sur le secteur de l'informatique.
Partenaires	Délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes, la mission égalité du Rectorat, le Conseil Régional, les entreprises.
Public cible	Équipes éducatives
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	2015-2016, pour être en phase avec l'enquête élève pilotée par le Rectorat
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	
Budget global de l'action	A définir
Financiers et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	
Gouvernance (Comité de suivi...)	Comité de pilotage

PILOTE : ESIGELEC, Elles Bougent Normandie

FICHE ACTION N° 14

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Manifestation Elles innoveront pour le Numérique (édition simultanée en région de la manifestation du siège Elles Bougent sur Paris sous le haut patronage du Secrétariat d'Etat au Numérique)
Diagnostic	Méconnaissance des métiers du numérique chez les collégiennes et lycéennes et difficulté à se projeter dans un monde qui semble réservé aux garçons
Description de l'action	une demi-journée à l'ESIGELEC, destinée à des collégiennes, lycéennes d'établissements régionaux, de rencontres avec - des élèves-ingénieures à l'ESIGELEC - des femmes exerçant dans le numérique En parallèle : - retransmission simultanée des allocutions officielles sur Paris dont Mme la Secrétaire d'Etat au Numérique - démonstrations (drône, imprimante 3D,...)
Partenaires	ESIGELEC - - Elles Bougent
Public cible	Collégiennes, Lycéennes
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	11 décembre 2014 , puis ré édition en décembre chaque année
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Presse, internet
Budget global de l'action	Prise en charge par ESIGELEC
Financiers et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Nombre de visiteurs, enquête de satisfaction
Gouvernance (Comité de suivi...)	ESIGELEC, Elles bougent

Etudes de genre

PILOTE : Université de Rouen

FICHE ACTION N° 15

REGION / DEPARTEMENT	Haute Normandie
Intitulé de l'action	Mise en réseau de la recherche sur le genre
Diagnostic	Plus d'une vingtaine de chercheur-e-s étudie le genre en Haute-Normandie dans les disciplines différentes (sociologie, histoire, espagnol, anglais staps...) avec peu de collaborations interdisciplinaires
Description de l'action	Mettre en réseau les chercheur-e-s de la Région Haute-Normandie travaillant sur le genre pour améliorer leur visibilité et renforcer la diffusion des savoirs sur le genre aux acteurs et actrices locaux oeuvrant pour l'égalité femmes-hommes
Partenaires	Université du Havre et de Rouen, GIS-Genre
Public cible	Chercheur-e-s en sciences humaines et sociales et les étudiant-e-s avancé-e-s (master et doctorat)
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Organisation d'un séminaire pluri-annuel dans le cadre d'un des grands réseaux de Recherche financé par la Haute-Normandie, organisation d'évènements scientifiques et publications, informations sur le site : http://www.univ-rouen.fr/version-française/gis-institut-du-genre-270963.kjsp?RH=1374833262562
Budget global de l'action Financeurs et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Types et quantité d'évènements scientifiques organisés
Gouvernance (Comité de suivi...)	

PILOTE : Université du Havre**FICHE ACTION N° 16**

REGION / DEPARTEMENT	Haute Normandie
Intitulé de l'action	Améliorer la visibilité des études sur le genre
Diagnostic	La recherche académique et les études faites sur le genre dans les universités ne sont pas assez visibles ; les connaissances sont peu diffusées au grand public.
Description de l'action	Organiser des conférences et/ou des expositions « tous publics » à l'occasion des championnats du monde féminin de hockey sur glace en avril 2015 pour vulgariser les recherches faites à l'université.
Partenaires	Laboratoires de recherche sur le genre FFHG Lycées/collèges de la région Le service culturel de l'université du Havre
Public cible	La population du Havre-Pointe de Caux Estuaire
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	(12 au 18) avril 2015
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Couverture Presse Service communication de l'université du Havre – page web Colloque Exposition
Budget global de l'action Financeurs et montants	Environ 1000€ Université du Havre
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Nombre de personnes présentes aux événements ; couverture presse.
Gouvernance (Comité de suivi...)	Comité de suivi avec les différents partenaires

Entrepreneuriat féminin

**PILOTE : Délégation Régionale
aux droits des femmes /
Direction régionale de la Caisse
des Dépôts / Région
Haute-Normandie**

FICHE ACTION N° 17

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Avenant 2015 / 2016 au Plan d'actions régional en faveur de l'entrepreneuriat féminin 2012-2014 Sera suivi d'un PAR régional Normand 2016/2018
Diagnostic	Le nombre de créatrices d'entreprises en Haute-Normandie est inférieur au niveau national, soit moins de 30 %. l'objectif gouvernemental est d'atteindre 40% à l'horizon 2017. Un plan d'actions régional triennal a été mis en œuvre en 2012 par l'Etat, la Caisse des dépôts et la Région pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin. Il s'agit de renforcer et développer la création d'entreprise par les femmes : facteur important de création de richesse, d'emplois et de performance économique et sociale au sein des territoires.
Description de l'action	Dans le prolongement du PAR 2012 / 2014, les 3 partenaires signataires de l'avenant s'engagent en 2015 à favoriser l'entrepreneuriat des femmes en Haute-Normandie en menant les 4 actions : - Promotion du Fonds de Garantie à l'Initiative des Femmes (FGIF) maîtrise d'œuvre : Haute Normandie Active) subdéléataire du FGIF - Poursuite des actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat féminin animées par le cabinet Perfégat et destinées aux structures d'accompagnement à la création / reprise d'entreprise - Sensibilisation des jeunes à la création d'entreprise par les femmes avec l'association Entreprendre pour apprendre

	- Actualisation en 2015 des indicateurs de l'étude INSEE publiée en 2014 « la place des femmes dans le dynamisme économique haut-normand »
Partenaires	Etat – DRDFE / Direction régionale de la Caisse des dépôts / Région de Haute-Normandie
Public cible	Partenaires bancaires, CCI, CRMA, Associations, Acteurs de la création / reprise d'entreprise, chargé-e-s d'affaires et conseiller-e-s professionnelles de la Caisse d'Epargne Normandie (signataire Charte) et autres banques, lycéen-e-s et apprenti-e-s...
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Avenant pour une durée de 1 an : de Juin 2015 à Juin 2016
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	A définir
Budget global de l'action Financeurs et montants	Le coût total des actions du PAR 2015 / 2016 est estimé à 17 237 € 3 signataires = Financeurs plus la Caisse d'Epargne pour deux sessions de formation
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Comité de pilotage en septembre 2016 pour faire le bilan des actions déclinées ci-dessus
Gouvernance (Comité de suivi...)	Comité de pilotage composé des trois partenaires

PILOTE : Haute-Normandie Active

FICHE ACTION N° 18

REGION / DEPARTEMENT	Région Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Promotion de l'entrepreneuriat féminin par le biais du dispositif FGIF (rencontres interbancaires)
Diagnostic	Devant la stagnation, depuis 40 ans, du nombre d'entreprises créées par les femmes (moins de 30 % par an en France, comme en Haute-Normandie), l'État - Délégation régionale aux droits des femmes -, s'engage en faveur de l'entrepreneuriat féminin. L'objectif est de sensibiliser tous les acteurs de la création d'entreprise pour mieux accompagner les femmes porteuses de projet, mais aussi de faciliter et garantir l'accès au financement par le biais notamment du dispositif FGIF. <u>Chiffres de Haute-Normandie Active :</u> 2014 : 43 garanties FGIF mises en place Prévisions 2015 : 46 garanties
Description de l'action	Il s'agit de rencontres interbancaires organisées dans les préfectures ou sous-préfectures. Les responsables de marché professionnel et les directeurs d'agence des banques sont invités
Partenaires	- Préfecture - Délégation aux Droits des Femmes - Banques - Forum Emploi Spécial Femmes - Chambres consulaires - Syndicats professionnels - Autres acteurs de la création d'entreprise
Public cible	Partenaires bancaires et, plus particulièrement les directeurs d'agence et chargés d'affaires clients professionnels.
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	<u>Dans le département 27 :</u> - Bernay => 3 heures d'intervention - Evreux => 3 heures d'intervention - Val de Reuil => 3 heures d'intervention - Louviers – Les Andelys => 3 heures d'intervention Calendrier : 2 rencontres au 1^{er} semestre et 2 rencontres au deuxième semestre 2015. <u>Dans le département 76 :</u> - Rouen => 3 heures d'intervention

	- Le Havre => 3 heures d'intervention - Dieppe => 3 heures d'intervention Calendrier : rencontres à prévoir sur le second semestre 2015.
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	- Information transmise sur le site internet de Haute-Normandie Active - Bandeau signature mail - Courriers d'invitation envoyés aux banques
Budget global de l'action Financeurs et montants	Le coût global de préparation et d'intervention est fixé à 4 200 € (soit 600 € par rencontre). Chaque rencontre mobilise deux personnes : salariés et/ou bénévoles de la structure. Financier : DRDFE – 2000 € 2015
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	- Evolution des dossiers FGIF accordés par territoire d'intervention - Nombre d'entreprises portées par des femmes - Nombre d'orientations bancaires pour le positionnement d'une garantie FGIF - Nombre de dossiers FGIF mobilisant d'autres outils financiers : mobilisation de partenaires de la chaîne de l'accompagnement : LANAFE (BGE, ICRE, Cré'Action, ADIE, Initiative Eure, HNA), CCI, ... - Témoignage d'une cheffe d'entreprise ayant bénéficié du dispositif
Gouvernance (Comité de suivi...)	- Les dossiers expertisés sont présentés aux membres du comité d'engagement - La déléguée aux droits des femmes est membre lors de la présentation des dossiers FGIF en comité d'engagement. - Rencontres interbancaires : le calendrier d'intervention, les lieux, la liste des invités sont déterminés en collaboration avec le service de la Délégation aux Droits des Femmes. - Au niveau national, France Active assure la gestion de la ligne FGIF et le suivi des encours.

PILOTE : AFPA 27**FICHE ACTION N° 19**

REGION / DEPARTEMENT	Eure
Intitulé de l'action	« Laboratoire à idées »
Diagnostic	Les femmes s'autorisent –elles à créer ? Sont-elles entendues lorsqu'elles sont porteuses de projet ? De la simple idée au projet d'entreprendre, une hypothèse d'action pour débrider les idées et les initiatives économiques et/ou citoyennes
Description de l'action	Groupe de réflexion pour faire émerger des projets d'activité, d'association ou d'entreprise : services, développement durable.....
Partenaires	AFPA, ICCRE, CIDFF, MD3E ADEQUATION (Label « Mini Entreprises »)
Public cible	Femmes repérées par les partenaires et la Délégation départementale
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	A affiner : 2 ^{ème} semestre 2015
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	OUI. A définir
Budget global de l'action Financeurs et montants	Estimation en cours
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Le travail réflexif fera l'objet d'une synthèse : nombre et qualité des participantes, description des ateliers, point sur les émergences, projets valider ou à approfondir
Gouvernance (Comité de suivi...)	Comité de Pilotage

Dialogue social et égalité professionnelle

PILOTE : DIRECCTE Haute-Normandie

FICHE ACTION N° 20

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Développement du dialogue social territorial. Une convention cadre, conclue entre l'Etat et les partenaires sociaux, soutient le dialogue social à l'échelon régional sur des thèmes relevant de la politique du travail dont notamment l'égalité professionnelle femmes / hommes.
Diagnostic	L'accès à l'emploi, les conditions de travail, la formation, la qualification, la promotion, l'articulation des temps de vie et la rémunération sont encore loin de s'appliquer de manière égale et non discriminante.
Description de l'action	Des actions destinées à combattre ces discriminations professionnelles sont mises en place sous forme de réunions, journées d'information et colloques sur l'égalité professionnelle. A titre d'exemples, thèmes abordés en 2014 : -Comment prendre en charge l'égalité professionnelle pour la justice au sein des entreprises ? -Les femmes et leur sur-représentation dans les métiers socialement et financièrement dévalorisés.
Partenaires	DIRECCTE de Haute-Normandie, organisations syndicales et organisations professionnelles interprofessionnelles.
Public cible	Les adhérents des organisations syndicales et patronales : employeurs, délégués du personnel, membres du comité d'entreprise, du CHSCT et délégués syndicaux.
Calendrier de mise en œuvre	La convention cadre est renouvelée chaque année.
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	-Par la DIRECCTE notamment à travers un comité de pilotage et son site internet. -À l'appréciation de chaque organisation syndicale et patronale sous forme de réunions d'information, de formation ou de colloques.

Budget global de l'action Financeurs et montants	La DIRECCTE a consacré en 2014 un budget de 84 000 euros pour soutenir l'ensemble des actions mises en œuvre par les organisations syndicales et patronales, <u>pas seulement sur le thème de l'égalité professionnelle femme/homme.</u>
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Les actions proposées font l'objet d'une instruction puis, une fois réalisées, d'une vérification du bilan financier et technique final. En outre, la DIRECCTE assiste, le cas échéant, aux actions de formation ou colloques.
Gouvernance (Comité de suivi...)	Comité de pilotage présidé par la DIRECCTE et rassemblant toutes les organisations signataires de la convention-cadre. 3 réunions par an.

PILOTE : Centre de Gestion 76

Fiche action N° 21	
REGION / DEPARTEMENT	Seine-Maritime
Intitulé de l'action	Réalisation et valorisation du Bilan social et des enquêtes complémentaires
Diagnostic	-Connaître les effectifs de la fonction publique territoriale et être en capacité d'apprécier l'égalité entre les femmes et les hommes -Répondre à une obligation légale¹ -Proposer un outil de ressources humaines et un support au dialogue social (<i>devant le Comité technique</i>) -L'égalité entre les femmes et les hommes sera davantage intégrée dans les futurs travaux
Description de l'action	-Enquête bisannuelle auprès de l'ensemble des collectivités locales de leurs établissements publics -Agrégation des données au niveau régional depuis 2009 -Présentation au Comité technique intercommunal du Centre de gestion -Publications -Restitution lors de la Conférence Régionale pour l'Emploi et la Formation (CREF)
Partenaires	CDG27/CNFPT
Public cible	Elus, DGS, DGA, Secrétaires de mairie, DRH, représentants du personnel et des collectivités ...
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	2014 Janvier : mise à disposition du fichier DGCL du bilan social 2013 sur leur site internet Avril : envoi du courrier de lancement du Bilan social et mise à disposition du logiciel de saisie en ligne Avril – Septembre : collecte des Bilans sociaux et vérification Juillet : transmission de l'échantillon prioritaire à la DGCL Septembre – Décembre : dernières vérifications, traitement et analyses des Bilans sociaux Décembre : présentation du Bilan social 2013 au CT intercommunal 2015 Publication : « Panorama régional de l'emploi » en septembre et fiches d'analyse départementale en début d'année
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	-Publication en septembre : « Panorama régional de l'emploi » (<i>actualisation et diffusion tous les 2 ans</i>) avec un envoi à l'ensemble des collectivités locales de Haute-Normandie -Fiches d'analyse départementale par strate dans le courant de l'année (<i>répartition de 9 strates</i>) sur le site Internet du CDG76 -Restitution lors de la Conférence Régionale pour l'Emploi et la Formation (CREF)², un exemplaire du « Panorama régional de l'emploi » est remis à

¹ art. 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant disposition statutaires relatives à la fonction publique territoriale et art. 51 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique

² art. 27 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant disposition statutaires relatives à la fonction publique territoriale

	cet effet aux 300 participants -Ensemble des travaux disponibles sur le site Internet du CDG76 (partie « Emploi territorial »)
Budget global de l'action Financeurs et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	-Enquête bisannuelle auprès de 52603 agents pour 2011 soit un taux de représentativité de 90% des effectifs territoriaux
Gouvernance (Comité de suivi...)	-La collecte des données et la présentation au Comité technique sont assurées par chaque CDG sur le territoire départemental -La valorisation (<i>publication et CREF</i>) est assurée par le CDG76 sur le territoire régional en associant le CDG27 et le CNFPT, selon les besoins -Le CDG 76 est référent « Haute-Normandie » au sein du groupe de travail de l'ANDCDG dédié à l'évolution des indicateurs du bilan social

PILOTE : Aract Haute-Normandie

FICHE ACTION N° 22

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Sensibilisation des partenaires sociaux aux questions d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et de conditions de travail.
Diagnostic	Les syndicats de salarié (e)s ont un rôle important à jouer dans la dynamique de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans l'entreprise mais ils n'ont pas toujours l'occasion d'échanger entre délégué(e)s syndicaux sur le sujet et d'avoir un regard externe.
Description de l'action	Sensibiliser les partenaires sociaux aux questions de prise en compte des conditions de travail dans la mesure où les syndicats de salariés participent à la construction des accords égalité professionnelle. L'objectif de cette action est de leur proposer un regard extérieur et décalé à propos : des stéréotypes et des représentations sur l'égalité professionnelle, de l'évolution du cadre juridique, du volet conditions de travail dans outils pour la négociation.
Partenaires	DRDFE Haute-Normandie
Public cible	Syndicats de salarié (e)s : CFTD Haute-Normandie, CFTC Haute-Normandie, UD CGT Seine Maritime, UD CGT Eure, UD FO Seine Maritime, UD FO Eure, CFE-CGC Haute-Normandie.
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	De mai 2014 à fin 2015.
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	En réflexion
Budget global de l'action Financeurs et montants	10 000 euros DRDFE Haute-Normandie : 10 000 euros (2014 et 2015)
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Questionnaires de satisfaction pour les participants à la sensibilisation
Gouvernance (Comité de suivi...)	Réunions de réajustement Aract Haute-Normandie et DRDFE Haute-Normandie

PILOTE : ARACT Haute-Normandie

FICHE ACTION N° 23

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Kit d'auto diagnostic égalité professionnelle : j'ai fait une analyse chiffrée, et après ?
Diagnostic	Les entreprises ne traduisent pas toujours en actions concrètes les données chiffrées du Rapport Unique (50 à 299 salarié (e)s) et le Rapport de Situation Comparée (+ de 300 salarié (e)s).
Description de l'action	L'objectif est de mieux repérer les mesures à mettre en place dans l'entreprise pour favoriser l'égalité professionnelle. L'auto-diagnostic aide à : savoir comment analyser les chiffres, se poser les bonnes questions, situer ses priorités et définir des actions pertinentes.
Partenaires	6 entreprises régionales de taille et de secteur professionnel différents.
Public cible	Toutes les entreprises et principalement les entreprises qui doivent réaliser le Rapport Unique (50 à 299 salarié(e)s) et le Rapport de Situation Comparée (+ de 300 salarié (e)s).
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Création et lancement du kit égalité professionnelle module web (livret et 2013/2014. Evolution sur le contenu en 2015.
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Diffusion du module web et du livret sur : www.haute-normandie.aract.fr/egalite-professionnelle
Budget global de l'action	Anact/Direccte Haute-Normandie/Aract Nord-Pas-de-Calais/Aract Centre
Financeurs et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Outil de transfert sans modalités d'évaluation ni d'indicateurs de résultats
Gouvernance (Comité de suivi...)	Groupe de travail avec les partenaires d'entreprises

PILOTE : ARACT Haute-Normandie

FICHE ACTION N° 24	
REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie et à portée nationale
Intitulé de l'action	Projet télétravail, égalité professionnelle et qualité de vie au travail.
Diagnostic	Dans le cadre de la politique publique pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, le Ministère des Droits de Femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports a mis en place des actions visant à favoriser la mise en place d'un cadre de travail respectueux de l'articulation entre vie professionnelle et personnelle et favorisant une implication mieux partagée des deux parents dans les responsabilités éducatives à l'égard des enfants. Par ailleurs, l'accord national interprofessionnel du 19 juin 2013 relatif à la qualité de vie au travail encourage les entreprises à expérimenter de nouveaux compromis socio-productifs et à renouveler les termes de l'équation performance/qualité de vie au travail. Un partenariat national entre le Ministère suscité et l'Anact est engagé avec une déclinaison en région. La participation de l'Aract Haute-Normandie comme région expérimentatrice dans le cadre du projet partenarial national cité ci-dessus est une réelle opportunité de d'initier une dynamique régionale sur ce thème. De plus l'organisation d'un petit déjeuner par l'Aract Haute-Normandie en février 2014 a permis de détecter un réel intérêt pour cette problématique par différents acteurs de la région (partenaires sociaux, entreprises, porteurs de projet, etc.) et une volonté d'un certain nombre d'entreprises d'expérimenter sa mise en place.
Description de l'action	Ce projet régional repose sur deux actions principales : 1) Initier une dynamique régionale dans le cadre d'un comité de pilotage. L'objectif est : de débattre et poser des premiers éléments d'un état des lieux régional sur le télétravail, de suivre une ou plusieurs expérimentations dans la durée, de valoriser les bonnes pratiques régionales, d'identifier des axes de développement. 2) Expérimenter le télétravail dans deux PME.
Partenaires	Partenaires régionaux en cours de contact. Anact et d'autres Aract.

Public cible	Les partenaires en vue d'agir sur le territoire Haut-Normand et les entreprises.
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Première réunion du comité de pilotage dernier trimestre 2014, Fin 2014. les deux actions se déroulent sur 2014/2015.
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Une synthèse des réunions sera effectuée, Une phase de capitalisation est prévue et sera menée conjointement par l'Anact et les Aract dans la perspective d'élaborer un outil de transfert national. L'objectif de ce travail est bien d'alimenter sur les enjeux et le développement du télétravail, les partenaires sociaux et les acteurs relais au niveau des entreprises, des branches professionnelles et des territoires.
Budget global de l'action Financeurs et montants	34 000 euros Subvention DRDFE Haute-Normandie : 10 000 euros (2014/2015).
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Réalisation des 4 réunions avec les partenaires régionaux, production d'une synthèse , des travaux du comité de pilotage et évaluation qualitative des membres du comité de pilotage. Réalisation des expérimentations et évaluation des entreprises.
Gouvernance (Comité de suivi...)	Aract Haute-Normandie et le réseau Anact/Ara

Egalité professionnelle et emploi

PILOTE : Conseil Départemental de Seine-Maritime	Fiche action n° 25
REGION / DEPARTEMENT	Seine-Maritime
Intitulé de l'action	Orientations et Programme d'actions Départementale Parité 2015/2017
Diagnostic	Si l'égalité des femmes et des hommes constitue un droit fondamental, il ne doit pas simplement être reconnu mais il doit pouvoir être exercé et concerner tous les aspects de la vie quotidienne. la question de l'égalité entre les hommes et femmes dépend pour partie d'une modification des mentalités et renvoie à la vie privée, pourtant elle relève également des politiques publiques menées à tous les niveaux : Europe, État, ainsi que des Collectivités Territoriales.
Description de l'action	Dans la perspective des obligations des conseils départementaux en matière d'égalité femmes-hommes découlant de la loi du 4 août 2014, notamment son article 61 créant l'article L 3311-3 du CGCT, la Collectivité Départementale, s'engage dans le cadre de ses compétences et de ses politiques, à présenter un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement du Département, les politiques qu'il mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Ces orientations et programme d'actions proposeront de tendre vers une approche intégrée de la question de l'égalité sans toutefois exclure une approche spécifique sur certains sujets. Sa mise en œuvre touche de nombreux champs de compétence du Département. L'accent sera particulièrement centré sur la fonction employeur de la collectivité qui impliquera l'adjonction progressive de l'égalité dans nos

	politiques départementales. Ces orientations s'articulent autour de deux axes : - axe 1 : les actions concernant l'ensemble des acteurs de la collectivité (élus, personnel(s)) - axe 2 : les actions portant sur les fonctions de la collectivité (employeur, opérateur, acheteur) ainsi que sur ses compétences (action sociale, insertion, éducation, culture, enfance famille, sports, information et communication...)
Partenaires	Ensemble des partenaires du Département de Seine-Maritime.
Public cible	Interne : ensemble des acteurs internes Externe : ensemble de la population concernée par les compétences du Département
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	2015/2017
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Examen annuel en séance plénière du Conseil Départemental
Budget global de l'action Financeurs et montants	Les crédits nécessaires à la mise en œuvre des différentes actions sont inscrits au budget des différentes politiques concernées.
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Bilan et évaluation annuelle de l'ensemble des programmes et actions Parité devant l'assemblée Départementale
Gouvernance (Comité de suivi...)	Le suivi est confié à un comité de pilotage présidé par le-la Vice president-e en charge de l'Egalité des Droits.

PILOTE : Métropole Rouen Normandie

FICHE ACTION N°26

REGION / DEPARTEMENT	Haute Normandie / Seine-Maritime
Intitulé de l'action	Plan d'actions de la Métropole pour l'égalité entre les femmes et les hommes (2014-2016)
Diagnostic / Contexte	Signataire de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie publique locale, la Métropole s'engage, dans ses différents domaines de compétences et en coopération avec les acteurs locaux pour contribuer à la lutte contre ces inégalités liées au critère du sexe. Un diagnostic interne (qualitatif et quantitatif) réalisé en 2013.
Description de l'action	3 axes – 21 actions : - Axe 1 égalité professionnelle (2 protocoles d'accord et 8 grandes mesures portant sur recrutement, rémunérations, évolution professionnelle, formation, organisation du travail, dialogue social, sensibilisation /information, et articulation vie - Axe 2 l'égalité dans le fonctionnement interne, à travers 4 actions : la collecte de données, les supports de communication, l'élaboration des projets, les jurys des projets - Axe 3 l'égalité au travers des politiques publiques et des partenariats, avec 9 actions : fréquentation mixte des activités culturelles et sportives, parité des intervenants dans les programmes de nos événements, soutien du sport féminin, création d'entreprises par les femmes, égalité F/H dans le Contrat de Ville, bilans sexués pour associations et partenaires subventionnés, respect de l'égalité professionnelle pour l'accès à la commande publique, sensibilisation lors du 8 mars, collaboration avec les collectivités signataires de la Charte
Partenaires	Il s'agit d'un plan interne à la collectivité, toutefois sur certaines actions des partenariats seront établis (par exemple en 2014 : partenariat avec le CNFPT, la Région, le Département, la Ville de Rouen sur un projet de formations)
Public cible	Public variable selon les actions (cf fiches actions du Plan Egalité : http://www.la-crea.fr/egalite-hommes-femmes.html)
Calendrier de mise en œuvre	2014 - 2016
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Plaquette de communication, page sur le site internet de la Métropole, article dans le journal interne de la collectivité, dossier dans le magazine de la Métropole chaque année en mars
Budget global de l'action	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Variables selon les actions (se référer aux fiches actions du Plan Egalité : http://www.la-crea.fr/egalite-hommes-femmes.html)
Gouvernance (Comité de suivi...)	Suivi du Plan Egalité dans le cadre de la commission CREALDE, pilotée par la Vice-présidente en charge de cette thématique

PILOTE : CNFPT délégation Régionale Haute-Normandie

FICHE ACTION N° 27

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Plusieurs actions internes à la délégation régionale CNFPT
Diagnostic	L'égalité professionnelle femmes-hommes fait partie des politiques publiques relayées par le CNFPT : féminisation des noms de métiers du répertoire territorial, dossier thématique INET, colloques, livret spécifique territoriaux nous agissons, offre de formation harmonisée en cours d'élaboration pour tout l'établissement.
Description de l'action	Plusieurs actions menées à la délégation régionale : 2 h de sensibilisation pour tous les agent-e-s lors d'un séminaire interne, Application de la féminisation des noms de métiers et charte rédactionnelle pour la publication de l'offre, Vigilance sur les visuels utilisés et nos vecteurs de communication, Réflexion engagée pour les formations sectorielles, Sensibilisation des formateurs-trices, Vigilance sur les contenus des supports de formation.
Partenaires	Tous les agent-e-s de la structure sont concerné-e-s et acteurs-trices potentiel-le-s
Public cible	Actions en faveur des agent-e-s des collectivités
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Début en 2014 à poursuivre sur 2015 et plus
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Communiquer sur une certaine exemplarité, Faire connaître les actions pour les démultiplier dans l'établissement. Promotion de l'offre de formation à déployer.
Budget global de l'action	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Répérer les modifications apportées dans les différents champs d'actions ciblés.
Gouvernance (Comité de suivi...)	Le codir, le codir élargi... Lien avec la mission nationale Egalité F-H.

PILOTE : Ville de Rouen	FICHE ACTION N°28
REGION / DEPARTEMENT	Seine-Maritime
Intitulé de l'action	La Ville dans son fonctionnement interne : recherche d'exemplarité et d'effet levier dans sa politique ressources humaines
Diagnostic	Malgré les efforts accomplis, l'égalité professionnelle reste un enjeu fort pour notre collectivité. La répartition des hommes et des femmes entre les différentes filières, la part prépondérante des femmes sur des emplois non permanents, les distorsions existant dans les types et temps de formation suivis, le fait que les femmes soient beaucoup plus nombreuses à être à temps partiel montrent la nécessité de poursuivre nos efforts en matière de ressources humaines.
Description de l'action	Prise en compte de la question de l'égalité homme/femme dans les divers volets de la politique ressources humaines de la Ville : recrutements des agents de la catégorie C à la direction générale des services, déroulements et promotions de carrières, formation, mobilité interne, accompagnement dans la prise de postes à responsabilités, accueil des nouveaux agents, sensibilisation des encadrants à la lutte contre les discriminations, résorption de l'emploi précaire, valorisation de parcours atypiques, mise en place d'un bilan social genré,... et sensibilisation pour des services cibles à la lutte contre les stéréotypes de genre et aux violences faites aux femmes.
Partenaires	En externe, les autres collectivités du territoire engagées sur l'égalité femme/homme (CREA, Département, Région) et le CNFPT. En interne, les élus et toutes les directions municipales.
Public cible	Ensemble des agents municipaux et candidats sur des postes dans la collectivité. Indirectement les Rouennais et Rouennaises.
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Lancement formel par le plan rouennais d'actions égalité homme/femme en mai 2013 Durée 2013 / 2015
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Communication interne via Tout public et la réunion des directeurs
Budget global de l'action	Intégré dans les divers volets du budget de la direction des ressources humaines
Financeurs et montants	

Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Différents selon les actions et avant tout quantitatifs. Quelques exemples : pour les déroulements et promotions de carrière, le nombre annuel de propositions par sexe et filière, le nombre de décisions de promotions d'hommes et de femmes, le nombre annuel de femmes et d'hommes promus par catégorie comparé aux agents promouvables, l'évolution des éléments du bilan social relatif aux promotions pour les formations, la proportion de femmes et d'hommes formés, par catégorie et filière, la diversité des formations suivies par les femmes et les hommes, l'évolution des éléments du bilan social relatif à la formation, pour l'accueil des nouveaux agents, le nombre d'agents sensibilisés, pour la sensibilisation du personnel aux violences faites aux femmes, le nombre de personnes sensibilisées, le nombre de femmes accompagnées.
Gouvernance (Comité de suivi...)	Comité de pilotage des actions égalité femme/homme

PILOTE : Ordre des médecins

Fiche action N° 29

REGION / DEPARTEMENT	Seine-Maritime
Intitulé de l'action	« Consœurs, faites vivre votre Ordre... »
Diagnostic	Femmes trop peu représentées dans nos Conseils alors qu'elles sont près de la moitié des médecins en exercice
Description de l'action	Incitation à devenir Conseillère Ordinale par incitation à candidature aux élections et incitation à voter lors des scrutins professionnels
Partenaires	
Public cible	Médecins inscrits au tableau de l'Ordre départemental
Calendrier de mise en œuvre	
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Bulletin + site Internet du Conseil

**PILOTE : Direction
départementale de la cohésion
sociale de l'Eure**

FICHE ACTION N° 30

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie/Eure
Intitulé de l'action	Pour une réelle transversalité de l'Egalité en interne
Diagnostic	Depuis la création de la DDCS en 2010, les 4 pôles (« jeunesse, sport et vie associative », « secrétariat général », « hébergement logement » et « politique de la ville ») composant cette DDI ont appris à travailler ensemble et partager une culture commune de la « cohésion sociale ». Cependant, en dépit des feuilles de route interministérielles en faveur de l'égalité relevant de chacun des ministères, la problématique de l'égalité femmes-hommes reste dans la réalité peu transversale et irrégulièrement automatiquement intégrée.
Description de l'action	Un ensemble d'action investissant chacun des pôles peut être proposé sur 3 ans pour avancer dans l'interministerialité et la transversalité en faisant une déclinaison plus approfondie de cette vaste politique publique : — élaboration d'une action phare en interne ou en externe à tour de rôle, chaque année, par chacun des pôles pour chaque 8 mars (journée internationale des droits des femmes) ou 25 novembre (journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes) (ou autre journée phare en matière de droits des femmes) — intervention d'une linguiste autour d'une sensibilisation aux bonnes pratiques d'égalité dans la communication — sensibilisation de l'ensemble des agent-e-s : -à l'égalité professionnelle et à l'élargissement des choix professionnels -aux violences faites aux femmes (conjugales et sur le lieu de travail)
Partenaires	Structures formatrices spécialisées (de préférence locales) Autres DDI pour sensibilisations en interne en même temps que la DDCS si justifié

Public cible	– Agents de la DDCS – Partenaires de la DDCS sur les actions phares extérieures si proposé par les pôles – Autres services de l'Etat/autres DDI si justifié
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Le point de départ de cette action serait le séminaire interne de la DDCS visant le renforcement de la cohésion sociale entre les agents et de l'interministerialité des missions (18 septembre 2015). Ensuite, les 3 années du PIDFE seront ponctuées d'actions
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Communication interne et externe (service de communication de la préfecture de l'Eure, Facebook du préfet de l'Eure, etc)
Budget global de l'action Financeurs et montants	DRDFE DSAF (si avis favorable du Fonds de modernisation des DDI) BOP 333
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	– Révélation de discriminations sexistes/homophobes suite aux interventions, recours au DIF en vue d'un élargissement des choix professionnels suite aux sensibilisations, révélation et accompagnement de violences conjugales suite aux interventions – Développement d'automatismes, en interne comme en externe auprès des partenaires des politiques de la ville, de la jeunesse et du sport et de l'hébergement / logement, en matière de droits des femmes (plus d'événements de sensibilisation dans leurs structures – Vigilance renforcée sur la communication non discriminante (correspondance quotidienne, annonces de postes, production documentaire, etc) – Augmentation du recours à la DDFE pour le montage de projets innovants comme pour la recherche de documentation/ressources genrées – Augmentation de la production de données genrées –
Gouvernance (Comité de suivi...)	SG, DDFE , AS, CHSCT et direction DDCS

PILOTE : CIDFF de l'Eure

Fiche N° 31

REGION / DEPARTEMENT	Eure
Intitulé de l'action	Egalité Professionnelle
Diagnostic	L'égalité femmes-hommes dans les contrats de ville de nouvelle génération au 3 ^{ème} chapitre met la priorité sur un plan d'action pour lutter contre les inégalités femmes-hommes
Description de l'action	- Animation d'ateliers auprès des publics en recherche d'emploi, de réinsertion socio-professionnelle sur l'égalité professionnelle, la mixité, les représentations et l'élargissement des choix professionnels. - Intervention d'une juriste sur l'Egalité professionnelle auprès des publics du lycée horticole d'Evreux
Partenaires	AFPA, organismes de formation, CFPPA Horticole Evreux
Public cible	Jeunes et adultes
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	2 janvier 2015, tout au long de l'année
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	informations sur le site Internet du CIDFF de l'Eure (à partir de courant 2015) , affiches, par l'intermédiaire des partenaires
Budget global de l'action Financeurs et montants	DRDFE, structures organismes de formation, CFPPA Horticole Evreux 2 000 euros
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Nombre de participants-es aux actions de sensibilisation - Modification au moment des choix d'orientation professionnels sur les représentations des métiers. - Augmentation du nombre d'inscription pour les réunions d'informations collectives du public féminin dans les centres type AFPA dans les filières dites masculines.
Gouvernance (Comité de suivi...)	DDFE et autres financeurs

PILOTE : CIDFF de l'Eure

Fiche N° 32

REGION / DEPARTEMENT	Eure
Intitulé de l'action	Emploi
Diagnostic	Le cadre de référence « Egalité femmes-hommes » dans les contrats de ville de nouvelle génération indique en annexe la situation des femmes au regard de l'emploi, elles sont en retrait sur le marché du travail, le niveau de responsabilité est plus faible, la part de nombre de femmes déclarant n'avoir jamais travaillé est très importante. Les femmes qui n'ont jamais ou que peu travaillé ont souvent tendance à sous-estimer leurs capacités. Parce qu'elles étaient femmes au foyer, elles veulent (ou il leur est proposé) exercer les métiers d'agente d'entretien ou de garde d'enfants (métiers en apparence plus accessibles). Or elles ont d'autres compétences.
Description de l'action	2 modules le 1er « redynamisation » a pour objectif de permettre aux personnes les plus éloignées de l'emploi de sortir de leur isolement. Leur permettre de prendre conscience des freins liés à leur insertion professionnelle. Travailler sur les représentations, l'articulation des temps de vie, les rapports sociaux de sexes et les discriminations sexistes. Permettre aux personnes d'accéder à d'autres « possibles ». Le 2ème « en route vers l'emploi » a pour objectif de permettre aux personnes d'identifier leurs valeurs, savoir-être, savoir-faire, les centres d'intérêt...à des fins d'orientation professionnelle. Leur permettre d'élargir leurs choix professionnels par une meilleure connaissance de soi et de l'environnement. Permettre aux personnes de maîtriser les nouvelles techniques de recherche d'emploi. Connaître les ressources locales et savoir les mobiliser.
Partenaires	Structures œuvrant sur le champ du social, de l'emploi, sanitaire, logement, mobilité, emploi, formation
Public cible	Femmes en milieu rural, femmes résidant sur les quartiers politique de la ville - les personnes qui sont en situation précaires (sans

	activité, sans emploi, emploi aidés, temps partiel ou CDD) - les personnes qui n'ont pas de projet de vie ou professionnel - les personnes qui n'ont jamais travaillé et qui souhaitent aller vers l'emploi - les personnes qui sont en situation d'exclusion (sociale, hébergement, famille...)
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Durant l'année 2015
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	informations sur le site Internet du CIDFF de l'Eure (à partir de courant 2015), affichage des dates de permanences par nos partenaires qui nous accueillent dans leurs locaux. Information par les partenaires et prescripteurs de l'action en direction du public
Budget global de l'action Financeurs et montants	DRDFE, Communautés de communes 8 000 euros à 10 000 euros
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Bilan de l'action avec le public et pour les financeurs le nombre de personnes ayant participé à l'action, les nombres d'entrée au module suivant, les entrées attendues ou effectives en formation (qualifiante ou pré qualifiante), l'accès à des emplois notamment en contrat aidé, les demandes d'accompagnement par des professionnels du champ de l'insertion et du social pour aider à lever les freins conscientisés, nombre d'orientations vers les partenaires et les dispositifs spécifiques ou de droit commun
Gouvernance (Comité de suivi...)	DDDFE, structures ayant sollicité l'action, financeurs

Axe 2

Égalité entre les femmes et les hommes dans la vie politique et sociale

Observatoires : statistiques sexuées

Fiches actions N° 33 à 36

Sensibilisation aux stéréotypes de genre

Fiches actions N° 37 à 43

Égalité et mixité dans le sport et la culture

Fiches actions N° 44 à 47

Observatoires : statistiques sexuées

PILOTE: INSEE Haute-Normandie

FICHE ACTION N°33

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Les statistiques sexuées
Diagnostic	Nécessité d'avoir des données sexuées multi-thématiques afin d'améliorer la connaissance sur les inégalités entre les femmes et les hommes et de mesurer l'évolution de ces inégalités.
Description de l'action	– Dans le cadre de la journée de la femme : publication annuelle et mise à jour de données sexuées autour de 7 thèmes (population, structure familiale, natalité, santé, enseignement, emploi/chômage, salaires). Le 5 mars 2015, l'Insee Analyses n°8 « La parité entre les femmes et les hommes : des progrès en dix ans mais des inégalités persistent » et des données complémentaires ont été publiés. – Publications régulières en partenariat avec la DRDFE (exemple : entrepreneuriat féminin). Dans le cadre d'un projet national, une étude sera produite fin 2015-début 2016 sur le thème de la parité. – Attention particulière portée aux données sexuées dans le cadre des études de l'Insee H-Normandie.
Partenaires	DRDFE
Public cible	Grand public
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	1 ^{er} trimestre de chaque année pour la publication du 8 mars
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Publication sur le site insee.fr Conférence de presse
Budget global de l'action Financeurs et montants	<u>Financement</u> : DRDFE et INSEE Le partenariat se fait sous la forme d'une convention. L'investissement en moyen humain est évalué pour chaque partenaire et une contribution financière équilibre les coûts de telle sorte qu'au final chaque partie assume 50 % du coût total de l'étude. <u>Coût global des publications réalisées en partenariat avec la DRDFE de 2011 à 2015</u> : entre 12 000 € et 42 000 € selon le projet.
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Publications réalisées, nombre de consultations et de téléchargements sur le site insee.fr
Gouvernance (Comité de suivi...)	INSEE et DRDFE

PILOTE : HF Normandie

FICHE ACTION N° 34

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Observatoire régional
Diagnostic	HF n'a pas vocation à perdurer dans le temps. Il s'agit pour les structures culturelles comme pour les instances qui les financent de s'approprier la volonté et les outils pour un égal accès des artistes femmes et hommes au public régional. HF propose donc un outil simple de construction collégiale d'outils de visibilité de l'évolution des soutiens publics dans le domaine culturel.
Description de l'action	Dans le cadre des saisons égalité (FP1) et des différents séminaires proposés (FP2), réunir les différentes collectivités et la DRAC (Services et élu/es) pour établir les objectifs et construire les outils de comptage : - concernant les subventions publiques distribuées - concernant les attendus en matière d'égalité femmes/hommes dans les politiques culturelles mises en oeuvre
Partenaires	- Délégation régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité; Région HN; Région BN, Département de SM - imaginer un rapprochement avec le domaine sportif afin que les travaux puissent être conjoints ou partagés
Public cible	- les collectivités territoriales et les services de l'état
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	2015 et 2016 dans le cadre des séminaires, et dans le cadre de la clôture des saisons égalité
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	
Budget global de l'action Financeurs et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	copil avec les élu/es concerné/es
Gouvernance (Comité de suivi...)	AG D'HF, réunions avec toutes les structures

PILOTE : Direction régionale des affaires culturelles de Haute-Normandie

FICHE ACTION N° 35

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Etat des lieux de la répartition des femmes et des hommes à la tête des structures culturelles
Diagnostic	Selon les ratios présentés nationalement par l'observatoire de l'égalité du Ministère de la Culture, un pourcentage fort de structures culturelles sont encore dirigées par des hommes.
Description de l'action	L'action consistera à mettre à plat la situation en Haute-Normandie de la répartition des femmes et des hommes à la tête de structures culturelles pendant la durée du PIDFE. Il s'agira tout autant de spectacle vivant, d'industries culturelles, d'arts plastiques que de musées et de patrimoine.
Partenaires	Collectivités, association H/F
Public cible	Action d'observation s'adressant à un public de professionnels, en particulier les employeurs culturels
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Printemps 2015 ; 2 ans
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Site Internet de la DRAC
Budget global de l'action Financeurs et montants	À définir
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Évolution des ratios à échéance de 5 ans.
Gouvernance (Comité de suivi...)	Copil interne, puis élargi aux partenaires.

PILOTE : Pôle Emploi Haute-Normandie

FICHE ACTION N° 36

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Produire des données statistiques sexuées sur le marché du travail
Diagnostic	Les données disponibles sont peu diffusées et peu analysées
Description de l'action	Contribuer à la mise en place d'un observatoire sur la situation des femmes sur le marché de l'emploi
Partenaires	Direccte, Université, INSEE, Région, CREFOR, Etat, DRDFE
Public cible	Les décideurs socio-économiques (institutionnels et entreprises) et les demandeurs d'emploi (en termes de communication sur les métiers)
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	2015
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Publications
Budget global de l'action Financeurs et montants	Budget Pôle emploi
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Constat effectif de la mise en place d'un observatoire
Gouvernance (Comité de suivi...)	Les partenaires associés à la démarche

Sensibilisation aux stéréotypes de genre

**PILOTE : CNFPT délégation
régionale de Haute-Normandie**

FICHE ACTION N° 37

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Une formation partagée pour des agents ambassadeurs/ambassadrices de l'égalité professionnelle femmes-hommes
Diagnostic	La Communauté d'agglomération Rouen–Elbeuf–Austreberthe (CREA) désormais Métropole, la Ville de Rouen, la Région Haute–Normandie et le Département de Seine–Maritime ont décidé de déployer un programme commun pour sensibiliser leurs agents à l'égalité professionnelle. Pour co–construire ce dispositif d'envergure, ils ont fait appel à l'expertise en matière d'ingénierie de formation de la délégation CNFPT Haute–Normandie.
Description de l'action	La délégation de Haute-Normandie a été sollicitée pour accompagner, par la formation, un vaste programme de sensibilisation à l'égalité femmes-hommes en direction des agents de quatre grandes collectivités du territoire rouennais : la Région, le Département de Seine-Maritime, la ville de Rouen et la Communauté d'agglomération. Ce projet partenarial et multi collectivités se déclinera sur plusieurs années au travers de la conception et la mise en œuvre des modules de formation suivants : - Une séance de mobilisation des équipes de direction générale ; - Une formation de sensibilisation des encadrants, des agents des services RH et des chargé(e)s de communication ; - Une formation des services RH des quatre collectivités ; - Une formation des référents du projet et chargés de mission ; - Une sensibilisation de l'ensemble des agents, selon des modalités à définir ; La déclinaison de modules de formation thématiques (social, bibliothèque, petite enfance, ...).

Partenaires	La Région, le Département de Seine-Maritime, la ville de Rouen et la Communauté d'agglomération (CREA). Le prestataire retenu pour la formation.
Public cible	Selon les modules de formation ; cf. description action Effectif prévisible pour les sessions de sensibilisation (point n°2) environ 1500 agents.
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Mobilisation équipes de direction générale en janvier 2014 ; début des formations RH, encadrement, communication en septembre 2014 ; poursuite sur 2015.
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Livret grandes causes CNFPT, flyer communication commun aux 4 collectivités. Projet de signature Partenariat entre les Présidents et Maire et le CNFPT.
Budget global de l'action Financeurs et montants	Financement au budget CNFPT au titre des projets d'intérêt nationaux.
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Bilan des participations pour chaque module et chaque collectivité ; mesure de la satisfaction des participants.
Gouvernance (Comité de suivi...)	Opération inscrite dans un « PFPT » partenariat de formation professionnelle territorialisé. Réunion régulière d'un comité de suivi.

PILOTE : Université de Rouen

FICHE ACTION N° 38

REGION / DEPARTEMENT	Haute Normandie
Intitulé de l'action	Renforcer la formation sur le genre des enseignant-e-s
Diagnostic	La place de l'enseignement du genre est hétérogène selon les cursus universitaires et les enseignant-e-s manquent de connaissances et d'outils pour interroger leurs pratiques sous l'angle du genre.
Description de l'action	Il s'agira de renforcer la formation sur le genre auprès des futur-e-s enseignant-e-s en particulier les étudiant-e-s de l'ESPE et les doctorant-e-s. D'une part, un module de formation « défaire le genre » sera proposé aux doctorant-e-s de toutes les disciplines pour les inciter à interroger les effets en terme de genre de leurs pratiques d'enseignement. D'autre part, un groupe de travail se constitue au sein de l'ESPE pour renforcer les apports des approches en terme de genre dans l'analyse des pratiques d'enseignement et dans les enseignements à la recherche (en plus des enseignements transversaux obligatoires).
Partenaires	Mission égalité du Rectorat
Public cible	Doctorant-e-s et étudiant-e-s de l'ESPE
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	A partir de 2015
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	
Budget global de l'action Financeurs et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	
Gouvernance (Comité de suivi...)	

**PILOTE : CESI
Normandie**

FICHE ACTION N° 39

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Acquérir et transmettre une culture de l'égalité
Diagnostic	Le CESI a signé en novembre 2011 la Charte de la diversité, pour laquelle il s'est engagé à affirmer sa volonté à entrer dans une démarche de responsabilité citoyenne (RSE) et de valorisation des Hommes. Pour ce faire, le CESI a mis en œuvre en 2012, au cours de son séminaire Régional regroupant l'ensemble de son personnel, une action de sensibilisation à la « diversité », mettant en avant le principe de l'égalité de traitement des chances (Genre, Handicap et Seniors).
Description de l'action	Suite à cette sensibilisation, des actions plus ciblées sur l'égalité professionnelle vont être mises en œuvre : Formation à destination des Managers autour de la thématique « Egalité professionnelle », ayant pour objectif la construction d'un livrable sur les stéréotypes de genre (le guide des stéréotypes). - Développer le parcours d'intégration des nouveaux arrivants - En parallèle de ces actions, le CESI entend favoriser l'information et communication des personnels en matière de comportements sexistes par la mise à disposition des salariés du guide des stéréotypes de genre conçu avec les managers. En complément de ces actions, le règlement Intérieur du CESI, mis à jour conformément à la loi du 6 AOUT 2012 sur le harcèlement psychologique moral et / ou sexuel et précisant qu'aucun salarié ou stagiaire ne doit subir de propos ou comportements à connotation sexuelle, est introduit dans la pochette d'accueil .
Partenaires	CIDFF et DRDFE
Public cible	Salariés d'Entreprise
calendrier de mise en œuvre	2015
Communication	Journal interne
Budget global de l'action	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Afin d'évaluer la réalisation de toutes les étapes à mener au cours du parcours d'intégration d'un salarié, le service RH a mis en œuvre un tableau répertoriant les phases indispensables de l'intégration. Aussi, l'indicateur de réalisation de cette action sera renseigné dans ce tableau conformément à la procédure RH.
Gouvernance (Comité de suivi...)	- un référent égalité Homme Femme CESI NO sur la sensibilisation aux salariés et un autre sur les questions pédagogiques - présentation des résultats et analyse des actions lors de comités de management régionaux.

PILOTE :DEPARTEMENT DE L'EURE

FICHE ACTION N° 40

REGION / DEPARTEMENT	Eure
Intitulé de l'action	Sensibilisation de l'encadrement du Département à l'égalité Femme / Homme
Diagnostic	La structure de l'effectif départemental est majoritairement féminine (65%). De ce fait, et compte-tenu du statut de la FPT, les pratiques de recrutement et de rémunération participent à l'égalité de traitement Femme/Homme : les annonces de recrutement prévoient des intitulés de poste H/F et les grilles indiciaires imposent le niveau de rémunération brute alors que le régime indemnitaire est défini selon les métiers et le niveau de responsabilité. Par ailleurs, la collectivité recrute des agents pour compenser les temps partiels (souvent accordés à des femmes) qui favorisent l'équilibre vie privée/vie professionnelle tout en assurant une continuité de service. Enfin, il est évité d'organiser des formations ou des réunions les mercredis ou pendant les vacances scolaires. Ceci étant dit, les emplois du social sont majoritairement féminins et les emplois dans le secteur des routes et du bâtiment largement masculin
Description de l'action	Affiner le bilan social de la collectivité par un regard spécifique sur l'égalité Femme/Homme Sensibiliser l'encadrement à la question de l'égalité ainsi qu'à la masculinisation des emplois du social et à la féminisation des emplois du bâtiment et des routes, lutter contre les stéréotypes par des témoignages illustratifs, Organiser une journée interne événementielle sur cette thématique Travailler aux prolongements de cette journée en fonction de ses résultats
Partenaires	Externe : Déléguée aux droits des femmes Interne : Délégués et directeurs, chefs de service
Public cible	Dans un premier temps, l'encadrement dans tous les secteurs de compétence du Département, soit entre 150 et 200 agents
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Durée du plan, lancement en 2015 pour le bilan, journée événementielle courant 2016 à définir
Communication	Utilisation des supports de communication interne

Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	(intranet, journal interne, photos, petit encadré presse...)
Budget global de l'action	Budget interne de la collectivité
Financeurs et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Effectivité du bilan social complété, effectivité de la journée événementielle, questionnaire d'impact à l'issue de la journée événementielle, actualisation du bilan social complété à l'issue du PIDFE, analyse des écarts
Gouvernance (Comité de suivi...)	Equipe de direction générale et référente coordinatrice

PILOTE : HF Normandie

FICHE ACTION N° 41

REGION / DEPARTEMENT	Région Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Décrypter les stéréotypes de genre
Diagnostic	Les saisons égalité sont prévues en Normandie jusqu'en 2015/2016. Elles visent à rendre lisibles les initiatives des structures culturelles en matière d'égalité femmes/hommes. Il apparaît que le processus d'appropriation de cette question nécessite des outils concrets de sensibilisation pour d'abord décrypter les stéréotypes que nous véhiculons toutes et tous, notamment dans la création artistique.
Description de l'action	Suite au bilan de la saison 1 de l'égalité, actions prévues en 14/15 dans le cadre de la saison 2 s'orientent vers la formation et des outils concrets de sensibilisation. C'est pourquoi HF propose le programme suivant : - sur 1,5 jours : une sensibilisation au décryptage des stéréotypes de genre pour les professionnels de la culture (1j) et le grand public (0,5 j) - sur 3 jours : un séminaire national sur la place des filles et des garçons dans la littérature jeunesse (1j dédié aux artistes, auteurEs - illustrateur/trices; 1 j dédié aux professionnels du livre; 1 j grand public)
Partenaires	- Délégation régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité; Région HN; Région BN, Département de SM - appel à projet ville de Rouen

	- autres partenaires en cours de recherche (ARL, libraires...)
Public cible	- les structures culturelles (HF agit sur la culture en tant que secteur professionnel) - le public et les partenaires connexes (HF agit sur la culture parce qu'elle alimente nos représentations du monde)
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	- décrypter les stéréotypes de genre : février ou mars 2015 journée dédiée aux pros : principe d'autoévaluation, apprendre à compter, agir sur le vivier, partager les constats journée dédiée au public : quelle offre artistique choisissons-nous et qu'est-ce que cela implique? - séminaire filles/garçons dans la littérature et albums jeunesse : automne 2015 (à voir selon les partenaires ville de Rouen ou ville du HAVRE) journée 1 : Faire travailler les auteurs/es et illustrateur/trices sur cette question journée 2 : partir de leur travail pour nourrir une journée réunissant les professionnels du livre (bibliothécaires, libraires, ...) et croiser les questions autour d'actions concrètes journée 3 : restitution de ces travaux au grand public avec ouvertures et questions pour une bonne appropriation
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Décrypter les stéréotypes de genre : rayonnement régional Séminaire littérature jeunesse : rayonnement national
Budget global de l'action Financeurs et montants	A définir - fléchage de parts de subventions reçues pour la saison égalité : environ 8 000 euros DRDFE : 2 000 Région : 2 000 Dpt : 2 000 participations autres : 2 000
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	bilans partagés des différentes journées
Gouvernance (Comité de suivi...)	CA D'HF, réunions avec toutes les structures

**PILOTE : Direction
Départementale des territoires
et de la mer de Seine-Maritime**

FICHE ACTION N° 42

REGION / DEPARTEMENT	Seine-Maritime
Intitulé de l'action	Rédaction épïcène des intitulés de poste (fiches de poste, annuaire des services)
Diagnostic	La DDTM de Seine-Maritime totalise 373 agents dont 211 femmes et 162 hommes (d'après le bilan social 2013). Les intitulés des postes n'intègrent pas tous une formule épïcène. Chaque année, l'ensemble des fiches de postes en cours sont revues lors des entretiens annuels et environ 40 postes sont mis en appel de candidature. La DDTM76 dispose d'un annuaire de l'ensemble de ses agents avec l'intitulé de leur poste.
Description de l'action	Formation des cadres à la rédaction épïcène afin qu'ils l'intègrent lors de la révision des fiches de poste de leurs agents. Reprise de la rédaction des fiches de poste en cours (à l'occasion de leur actualisation en entretien annuel), des fiches de poste en appel de candidature et de l'annuaire des services en suivant les règles de la rédaction épïcène. <i>Nota : Cette rédaction consiste à utiliser des groupes nominaux désignant les 2 sexes ou autres formules convenant aux 2 sexes (mots féminins et masculins, terminaisons féminines ajoutées entre traits d'union en fin de mot, etc.).</i>
Partenaires	
Public cible	Ensemble des agents
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	- Annuaire : fin 2014 - Postes en appel de candidature : lors des mises en appel (3 fois par an) - Postes en cours : Sensibilisation en CODIR puis auprès de l'encadrement pour prise en compte lors des entretiens annuels (1^{er} trimestre 2015)
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Lettre de la DDTM
Budget global de l'action	0
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	100 % des fiches publiées épïcènes 50 % des fiches de postes en cours revues
Gouvernance (Comité de suivi...)	Pilotage SG et référent

PILOTE : CANOPE – Académie de Rouen

FICHE ACTION N° 43

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Sensibilisation des étudiants MEEF à l'égalité F/G dans la conduite de classe
Diagnostic	La mixité existe à l'école depuis 1975 mais subsistent de nombreux stéréotypes qui entravent l'égalité entre les filles et les garçons à l'école.
Description de l'action	Amener les étudiants MEEF à construire des séances d'enseignement respectant l'égalité filles/garçons
Partenaires	ÉSPÉ – DSDEN 76 – Canopé académie de Rouen
Public cible	Étudiants de l'ÉSPÉ
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Rentrée scolaire 2014 – année scolaire 2014-2015
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Valorisation des séances à travers des vidéos qui seront tournées lors des stages des étudiants
Budget global de l'action	
Financeurs et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Intégrer les vidéos dans le cadre d'un parcours m@gistere
Gouvernance (Comité de suivi...)	Canopé académie de Rouen

Egalité et mixité dans le sport et la culture

PILOTE : DRJSCS de Haute-Normandie

FICHE ACTION N°44

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Sport & inclusion sociale en Haute-Normandie.
Diagnostic	Le Développement de la pratique sportive dans les quartiers de la politique de la ville est un objectif prioritaire du ministère des sports. Depuis plusieurs années, la priorité va sur les actions en direction de ces territoires. Le mouvement sportif implanté sur ces territoires de Haute-Normandie développe une offre de pratique sportive. Certaines associations, hors ZUS réalisent un travail remarquable en direction des publics de ces quartiers. Les besoins des jeunes et adultes des territoires, hommes et femmes, doivent être analysés, pour que le mouvement sportif puisse développer son offre et réussir le pari de toucher ceux et celles qui ne sont pas encore fédérées. La nécessité de tisser du lien social, tout en réussissant le projet « d'un sport pour toutes et tous », doit être le projet sociétal du mouvement sportif. Les moyens mis en œuvre doivent concourir à cette politique par le biais de moyens financiers dédiés, et notamment ceux du centre national pour le développement du sport (CNDS).
Description de l'action	Une action inter pôle entre le Pôle cohésion sociale et le pôle sport de la DRJSCS : La DRJSCS de Haute-Normandie, et les 2 Directions départementales de la Cohésion Sociale 76 et 27, accompagnent au plan technique et pédagogique les structures qui développent des actions visant à favoriser l'accès aux pratiques sportives pour toutes et tous. Un plan d'action sera mené sur la thématique de la cohésion sociale. Plusieurs actions seront développées dès 2014/2015, à savoir : • Action 1 : La pratique sportive en direction des travailleurs migrants, femmes et hommes, résidences sociales, pensions de familles et CHRS • Action 2 : Action sport en direction des publics des quartiers prioritaires :

	- Susciter l'envie, valoriser les bénévoles, donner les moyens pour une pratique partagée, mutualiser les bonnes pratiques et créer de l'emploi dans les quartiers : ceci constitue un enjeu fort pour l'État. Un plan d'action transversal et partagé par les services de la DRJSCS de Haute-Normandie, va permettre, dès 2015, de faire des territoires concernés un espace de vie où « tout est possible ». Rencontre des chefs de projets politique de la ville de Haute-Normandie pour permettre d'analyser la réalité du terrain. La place des filles et des femmes dans les territoires ZUS permettra d'apporter un éclairage sur la pratique. Réaliser la cartographie des associations sur les territoires ZUS, Effectuer une photographie des licences sportives en ZUS, Effectuer une photographie des disciplines sportives implantées hors ZUS, et dont l'intervention est réalisée pour le public habitant en ZUS, Effectuer une photographie des emplois sportifs sur les quartiers ZUS, <u>Piste de travail :</u> 1) Levier par l'emploi sur les quartiers prioritaires de la politique de la Ville 2) Levier par l'emploi pour la mise en place d'activités physiques dans les établissements sociaux du territoire haut normand : Le sport sera utilisé comme outil, dans le cadre de la santé des personnes, en recherchant en complément, le lien social, la cohésion, la socialisation. Dans le cadre d'actions portées par les ligues et comités départementaux, la création d'un poste, dont l'objectif sera la santé par le sport, pourrait être financé pour la prise en charge des personnes les plus démunies.
Partenaires	Différents pôles de la DRJSCS (Cohésion Sociale, Sport et Formations) + DDCS 76 et 27
Public cible	Les jeunes, filles et garçons
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	2015, Toute l'année.
Budget global de l'action Financeurs et montants	État des lieux à réaliser avant de pouvoir chiffrer.
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Le nombre d'emplois créés, avec respect de l'égalité homme/Femme au niveau de la création des postes.
Gouvernance (Comité de suivi...)	<i>Installation d'un COTECH régional</i>

PILOTE : Fédération Française de Hockey sur Glace championnats du monde - DRJSCS : semaine du sport féminin

FICHE ACTION N°45

REGION / DEPARTEMENT	Haute -Normande et ROUEN
Intitulé de l'action	« la semaine du sport au féminin » La mixité au cœur du sport
Diagnostic	L'organisation des championnats du monde féminin de hockey sur glace représente une formidable opportunité pour sensibiliser le club, la ville, le territoire au sport au féminin en favorisant des passerelles avec tous les autres secteurs de la société (entreprise, enseignement, la culture,
Description de l'action	Promotion et valorisation du sport féminin autour des championnats du monde de Hockey sur Glace féminin intitulé « la semaine du sport au féminin ». La mixité est un gage de réussite et le sport doit davantage s'emparer de ce concept. Sensibiliser, former, éduquer tels seront les objectifs de cette semaine. Des colloques (prise de conscience du changement, partage de bonnes pratiques) Les actions : - Journée Portes ouvertes - Formation de dirigeantes - Colloque l'entraînement au féminin - Colloque la mixité c'est ok avec la DRDFE
Partenaires	Délégation régionale aux Droits des Femmes et à l'égalité, Collectivités territoriales, FEMIXSPORTS
Public cible	Public féminin tous les secteurs de la société
Calendrier de mise en œuvre	Voir planning
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Affiches, flyers, internet (FFHG, clubs, site FEMIXSPORTS, etc) Radios, télévision, journaux, bandes annonces, Exposition et colloques
Budget global de l'action	DRJSCS : 4000 € FEMIXSPORTS : 3 000 €
Financeurs et montants	FFHG : 3 000 € DRDFE: 10 000 €
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Nombre d'actions réalisées et participations sur les différentes actions, Diversité des publics touchés
Gouvernance (Comité de suivi...)	Comité de pilotage comprenant les principaux partenaires

PILOTE : Ville de Rouen

FICHE ACTION N° 46

REGION / DEPARTEMENT	Seine-Maritime
Intitulé de l'action	La Ville dans ses politiques publiques : l'exemple de l'accès aux pratiques sportives, culturelles, de loisirs et de la promotion des femmes artistes et sportives de haut niveau
Diagnostic	Le constat d'une inégalité et des difficultés rencontrées par les femmes pour accéder à des pratiques sportives, culturelles, de loisirs ainsi que celui de programmations artistiques encore inégalitaires
Description de l'action	Favoriser l'accès des hommes et des femmes aux pratiques sportives, culturelles, de loisirs et promouvoir les talents féminins en proposant des temps d'animations sportives ouverts à tous et toutes, en mettant en place des actions spécifiques et volontaristes pour décloisonner des publics très majoritairement féminins ou masculins, en intégrant la notion d'égalité femme/homme dans les conventions d'objectifs avec les associations, en lançant auprès du monde associatif un appel à projets pour un égal accès des femmes et des hommes aux pratiques sportives, culturelles, de loisirs, en ayant une politique incitative pour le développement des pratiques sportives féminines, en valorisant des parcours de réussite au féminin, en tendant vers des interventions et des programmations artistiques plus égalitaires dans le cadre de saisons de l'égalité.
Partenaires	En externe, les associations culturelles, sportives, de loisirs, les clubs sportifs, l'association H/F Normandie et la Fédération H/F. En interne les directions du développement culturel, de la vie associative, de la vie sportive.
Public cible	Les Rouennais et les Rouennaises
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Lancement formel par le plan rouennais d'actions égalité homme/femme en mai 2013 Durée 2013 / 2015
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Dans les divers supports de communication de la Ville, du Rouen mag au site rouen.fr
Budget global de l'action	Intégré aux budgets des différentes directions concernées
Financeurs et montants	

Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Différents selon les actions et avant tout quantitatifs. Quelques exemples : - pour les temps d'animations sportives, le nombre de filles et de garçons, de femmes et d'hommes ayant participé aux différentes animations et propositions sportives, le retour qualitatif des clubs impliqués dans les opérations, - pour les appels à projet, le nombre d'associations déposant une demande de subvention, le nombre d'associations financées, le nombre d'hommes et de femmes concernés par les activités mise en place, - pour les interventions et programmations artistiques, le nombre d'artistes hommes et femmes retenus pour les actions culturelles et événements portés par la Ville, le nombre d'artistes hommes et femmes programmés par le lieux de diffusion culturelle.
Gouvernance (Comité de suivi...)	Comité de pilotage des actions égalité femme/homme

PILOTE : HF Normandie

	FICHE ACTION N° 47
REGION / DEPARTEMENT	Région Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Saisons de l'égalité
Diagnostic	L'étude menée en 11/12 fait état d'un net déséquilibre femmes/hommes dans le secteur du spectacle vivant en HN. Le mouvement HF milite par des actions concrètes pour l'égalité femmes/hommes dans l'art et la culture.
Description de l'action	Les Saisons Egalité constituent un point saillant des actions menées dans le secteur culturel en faveur de l'égalité HF. Elles rassemblent les structures culturelles qui souhaitent s'engager pour trois saisons (13/14; 14/15; 15/16), dans un esprit d'auto-évaluation des pratiques et de partages, autour de trois axes : - les programmations et moyens de production (visibilité des artistes femmes) - les modes de gouvernance (les femmes aux postes de pouvoir) - la communication (le lien avec le public sur ces

	questions tant sur l'artistique que sur la gouvernance)
Partenaires	Délégation régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité; Région HN; Région BN, Département de SM + 29 structures culturelles partenaires (chiffre 2014)
Public cible	- les structures culturelles (HF agit sur la culture en tant que secteur professionnel) - le public et les partenaires connexes (HF agit sur la culture parce qu'elle alimente nos représentations du monde)
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Saison 1 - 2013/2014 - lancement octobre / actions : bords de scène et rencontres / bilan : juillet 14 Saison 2 - 2014/2015 - lancement octobre / actions : formation des professionnels du secteur et sensibilisation du public / bilan : juillet 15 Saison 3 - 2015/2016 lancement octobre / actions : à construire en fonction du bilan 15 / bilan des trois saisons juillet 16, avec la volonté de prolonger l'étude 2012 par des chiffres produits par les structures elles-mêmes
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	ouvertures de saison relativement suivies dans le secteur, mais besoin de plus de transversalité avec d'autres secteurs d'activité
Budget global de l'action Financeurs et montants	environ 8 000 euros / an (une grosse partie des subventions annuelles sont obtenues pour cette actions, pour son caractère événementiel mais e sont les actions de fond qui « coutent » le plus. Selon les années, sont consacrées à l'opération : DRDFE : 3 000 Région : 3 000 Dpt : 2 000
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	bilans annuels écrits et oraux des structures - volonté de produire une conclusion d'étude « 3 ans après » en 2016
Gouvernance (Comité de suivi...)	AG D'HF, réunions avec toutes les structures

Axe 3

Promotion des droits et lutte contre les violences sexistes

Accès aux droits et Parentalité

Fiches actions 48 à 51

Lutte contre les violences faites aux femmes

Fiches actions 52 à 64

Hébergement – Logement des femmes victimes

Fiches action 65 à 71

Lutte contre le harcèlement et les violences sexistes

Fiches action 72 à 83

Formations *lutte contre les violences*

Fiches action 84 à 85

Accès aux droits et parentalité

**PILOTE : Direction
départementale de la cohésion
sociale Seine-Maritime – DDFE**

FICHE ACTION N° 48

REGION / DEPARTEMENT	Seine-Maritime
Intitulé de l'action	Lutte contre les inégalités femmes-hommes, condition du développement durable des quartiers politique de la ville
Diagnostic	Les femmes vivant dans les quartiers populaires sont plus souvent en situation de monoparentalité et sont moins diplômées. Leur insertion professionnelle se heurte à des freins supplémentaires : manque de qualification, manque d'expérience et difficultés à articuler temps professionnel et temps familial.
Description de l'action	- Améliorer l'insertion professionnelle des femmes : suivi des contrats aidés avec une vigilance sur la répartition sexuée entre secteur marchand et non marchand, soutien à la création d'activité, accès à des modes de garde adaptés et souples ; - Favoriser l'accès des femmes à leurs droits ; - Lutter contre les violences faites aux femmes, aide aux victimes : développer l'information sur les dispositifs existants ; - Favoriser l'accès des femmes à la santé. Lutter contre les comportements sexistes et prévenir la délinquance au sein de l'école et des activités périscolaires et sportives.
Partenaires	Région, Département, ARS, DIRECCTE , CAF, CPAM, Éducation Nationale, Justice, missions locales.
Public cible	Les foyers monoparentaux dans les quartiers
Calendrier de mise en œuvre	2015
Communication	
Budget global de l'action	
Modalités d'évaluation et Indicateurs	
Gouvernance (Comité de suivi...)	COPIL contrats de ville et conseils citoyens

PILOTE : CAF de Seine- Maritime

FICHE ACTION N°49

REGION / DEPARTEMENT	Seine-Maritime
Intitulé de l'action	Intervention sociale territoriale en faveur des familles vulnérables – Séparations.
Diagnostic	Nombre de familles allocataires confrontées à des situations ou événements qui viennent fragiliser leur situation familiale, sociale et/ou économique sollicitent peu ou pas les intervenants sociaux. Cet état de fait est source de non accès aux droits légaux et extra légaux et a le plus généralement des répercussions sociales et/ou économiques plus ou moins marquées. Il convient donc d'aller vers ces publics dans une démarche pro-active et dans une logique d'approche globale de leur situation. Rappelons que pratiquement 90% des parents isolés sont des femmes.
Description de l'action	Déploiement d'une intervention sociale territoriale en fonction de situations cible, dont les situations de séparation. <i>NB: une expérimentation d'accompagnement de familles monoparentales avec enfants, bénéficiaires du Rsa, est en cours avec le Conseil général dans un cadre conventionnel. Bénéficient également d'une offre d'intervention les familles qui rencontrent des situations de naissances multiples, d'impayés de loyer et de non décence du logement.</i> <u>Méthode :</u> - aller au devant des familles déclarant une séparation en envoyant systématiquement une offre de service ciblée à partir d'un repérage via les données du fichier allocataires, ou orientation interne ou partenariale - inciter les familles à contacter la Caf au plus vite (information via divers supports et campagne de communication) - intervenir auprès des allocataires cibles à deux niveaux : – niveau 1 : information, orientation – niveau 2 : accompagnement social Ces interventions s'intègrent dans la logique du rendez-vous des droits prévu par le plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale.
Intervenants	Conseil général / Ccas / Services et structures spécialisés : services de médiation familiale ; espaces rencontres, porteurs d'action du Réseau d'écoute d'appui et d'accompagnement des parents, etc. Structures et équipements sociaux de proximité :

	centres sociaux, structures d'accueil du jeune enfant, etc.
Public cible	Tous les allocataires avec enfants à charge ayant déclaré une séparation
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Démarrage début 2014, en cours de montée en charge
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	A venir sur la fin de l'année 2014 – dans le cadre d'une campagne de communication sur l'intervention sociale de la Caf. Communication sur les supports institutionnels : revue « Vies familles », site caf.fr Campagnes de référencement payant (Facebook et Adwords), réalisation de vidéos, affiches et flyers. Conférence de presse pour le lancement de la campagne de communication prévue le 4 décembre 2014.
Budget global de l'action Financeurs et montants	Pas de budget spécifique – intégré au fonctionnement global de l'action sociale de la Caf
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Taux d'allocataires cibles rencontrés dans la cadre de l'offre de service dont taux d'allocataires ayant bénéficié d'une intervention de niveau 1 dont taux d'allocataire ayant bénéficié d'une intervention de niveau 2
Gouvernance (Comité de suivi...)	Comité de pilotage interne à la Caf

**PILOTE : Direction
départementale de la cohésion
sociale de Seine-Maritime**

FICHE ACTION N° 50

REGION / DEPARTEMENT	Seine-Maritime
Intitulé de l'action	Prise en compte des familles monoparentales dans l'accès ou le maintien dans le logement
Diagnostic	La monoparentalité est un facteur supplémentaire de précarité et d'exclusion qui accentue les risques d'isolement économique, social et relationnel des personnes concernées. Elle aggrave les difficultés à accéder ou à se maintenir dans un logement. En Seine-Maritime la proportion de foyers monoparentaux en situation de pauvreté est importante.
Description de l'action	Mieux prendre en compte les situations de monoparentalité lorsqu'elles constituent un frein dans le maintien ou l'accès au logement. (le future PDALHPD devrait préciser les modalités d'action vis à vis de ces ménages, en particulier de mobilisation du contingent préfectoral)
Partenaires	Département
Public cible	Les foyers monoparentaux
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	2015-2021
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/	
Budget global de l'action	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Le taux de relogement des publics prioritaires
Gouvernance (Comité de suivi...)	CORES du PDALHPD COPIL SYPLO

PILOTE : CIDFF de l'Eure

FICHE ACTION N° 51	
REGION / DEPARTEMENT	Eure
Intitulé de l'action	Parentalité
Diagnostic	Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents de l'Eure a souhaité mettre en place des actions pour aider parents et professionnels dans leur rôle éducatif. Le CIDFF développe des actions auprès des familles. Elles veillent à promouvoir l'égalité des rôles parentaux au sein des familles.
Description de l'action	Animation d'interventions collectives sur les thèmes de la Parentalité suivants : Les droits des enfants : la responsabilité des parents (généralités), les parents se séparent, que faire ?, le couple se sépare, que faire ?, la protection de l'enfant, les décisions parentales - accords et désaccords : comment faire ?, la place de la famille et des proches, les parents face à la violence sexuelle de leur jeune, les filles et les garçons, comment éviter la discrimination, l'organisation de la Justice, le rôle d'un JAF et d'un Juge des enfants, la discrimination sexiste dans l'éducation de nos enfants, gérer vie familiale et vie professionnelle, les parents et l'utilisation des multimédias par les enfants, les relations entre parents et assistants-es maternels-lles. Les animations se déroulent en journée ou en soirée selon les disponibilités des parents qui souhaitent participer. La durée de l'intervention est de l'ordre de 3 heures dont 2 à 2h30 sont réservés à l'animation avec des échanges soit tout au long soit en fin d'intervention. Ensuite les participants-es sont invités à remplir un questionnaire de satisfaction puis des temps d'échanges plus individuels ont lieu à leur demande. Si besoin, nous pouvons être amenés-ées à leur proposer un entretien dans nos locaux ou sur une permanence extérieure. Parmi les thèmes relatifs à la parentalité que nous abordons, deux sont en lien étroit avec le PIDFE, « Articulation des temps » et « Fille Garçon, comment éviter la discrimination dans l'éducation de nos enfants ». Conforter, sur l'aspect légal, les compétences des parents : la responsabilité, l'autorité, les liens famille-enfants, comprendre la limite du partage de ces liens avec les autres acteurs de l'éducation. Prendre en compte la dimension violence au sein du couple et ses conséquences sur la parentalité.

Partenaires	Centres sociaux, associations, RPAM, tout partenaire en contact avec des parents
Public cible	Parents
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	2 janvier 2015 et tout au long de l'année
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Via la site internet du REAAP de l'Eure « Parents Atout Eure, par les partenaires qui sollicitent l'action et mobilisent les parents et diffusent l'information
Budget global de l'action Financeurs et montants	CAF et DRDFE 16 000 euros
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Nombre de structures nous ayant sollicités Nombre de parents ayant participé aux animations
Gouvernance (Comité de suivi...)	CAF, DDCS

Lutte contre les violences faites aux femmes

PILOTE : Délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité F/H – DDCS 76

FICHE ACTION N° 52

REGION / DEPARTEMENT	Seine-Maritime
Intitulé de l'action	Protocole de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes
Diagnostic	Le nombre de plaintes et de décès pour violences conjugales faites aux femmes est toujours très important et nécessite une très forte mobilisation des acteurs .
Description de l'action	Le Protocole départemental 2014-2016 est le 3e Protocole signé par 27 partenaires. Il rend visible leur action et organise la dynamique partenariale pour mieux prévenir et lutter contre les violences faites aux femmes.
Partenaires	Justice, police, gendarmerie, conseil départemental, DDCS, inspection académique, hôpitaux, dont CASA CAF, USH, CIDFF, AVIPP, ordre des médecins ASAE, CAPS, FNARS, DIS, Ordre des avocats
Public cible	Femmes victimes de violences
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	2014 - 2016
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Presse, plaquettes, affiches, tous médias
Budget global de l'action Financeurs et montants	Selon actions des partenaires
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Bilan à mi-parcours par action
Gouvernance (Comité de suivi...)	

PILOTE : Parquet Général

FICHE ACTION N° 53

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Apporter une réponse pénale et sociale aux violences faites aux femmes
Diagnostic	1- en cours de séparation, des femmes craignent pour leur vie ou leur sécurité 2- il importe de tout faire pour favoriser la révélation des faits de violences conjugales et leur prise en compte précoce et effective par les services enquêteurs
Description de l'action	Actions spécifiques : 1- déploiement au niveau local du Téléphone Grave Danger (TGD) 2- signature de protocoles sur le traitement des mains courantes et des PV de renseignement judiciaire
Partenaires	1- gendarmerie, police nationale, conseil général, associations, siège TGI, procureurs de la République, CIDFF 2- gendarmerie, police nationale, conseil général, associations, siège TGI, parquet général, procureurs de la République
Public cible	Voir diagnostics
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	1- TGD déjà actif dans l'Eure; en cours d'élaboration en Seine Maritime 2- deux protocoles signés : 76 et 27
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Pour le TGD 76, signature en présence de tous les partenaires le 2 juillet 2015.
Budget global de l'action	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	
Gouvernance (Comité de suivi...)	

**PILOTE : DDSP76 sûreté
départementale sous l'autorité
du Parquet général**

FICHE ACTION N° 54

REGION / DEPARTEMENT	Seine-Maritime
Intitulé de l'action	Traitement des mains courantes en matière de violences conjugales
Diagnostic	Les enquêtes de victimation mettent en exergue que seules 10 % des victimes de violences dans le couple déposeraient plainte. Le taux de révélation auprès des services enquêteurs est ainsi peu élevé et les auteurs souvent impunis.
Description de l'action	Systématisation du dépôt de plainte de la victime sauf avis contraire clairement exprimé par la victime. Suivi par la brigade de protection de la famille de la sûreté départementale et accompagnement social de la victime par les intervenants sociaux et transmission mensuelle de l'information au Parquet.
Partenaires	Parquet Conseil général CIDFF associations d'aide aux victimes
Public cible	Toute personne victime de violences conjugales
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Depuis le 05/12/2014
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Sensibilisation interne
Budget global de l'action Financeurs et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	État mensuel des déclarations de mains courantes transmis au Parquet. Nombre de victimes bénéficiant d'un accompagnement social
Gouvernance (Comité de suivi...)	Comité de suivi annuel de la convention départementale composée des signataires de la convention.

**PILOTE : Direction
départementale de la sécurité
publique de l'Eure**

FICHE ACTION N° 55

REGION / DEPARTEMENT	Eure
Intitulé de l'action	Accompagnement des Violences conjugales et intrafamiliales
Diagnostic	La DDSP 27 est l'un des partenaires majeurs de la lutte contre les violences conjugales et accompagnement des victimes
Description de l'action	La DDSP s'engage à travers plusieurs actions : 1/ Le partenariat dans le cadre du protocole départemental contre les violences faites aux femmes , en matière de : *Protection des victimes avec le dispositif TGD dont la DDSP est partenaire * Hébergement des victimes, à travers un partenariat avec l'association la Pause/ADAEA (urgence en hôtel) * Formation des intervenants des forces de l'ordre (avec le CIDFF par exemple, via un financement FIPD) 2/ La participation aux réseaux VIF pilotés par la DDSP/Etat, à travers l'ensemble du département, pour améliorer le repérage et le partage de connaissances entre partenaires 3/Le partenariat dans le cadre de la convention visant à rendre exceptionnelle les mains courantes et à systématiser le dépôt de plainte (avec Parquet de l'Eure) 4/ L'accueil de 2 AS (détachées du CD 27) en commissariat sur Vernon/Val de Reuil et Evreux, chargées d'accompagner au mieux les victimes de VIF
Partenaires	La Pause/ADAEA, CIDFF 27, DDSP/DDFE, Parquet, AVEDE-ACJE, CHI
Public cible	Victimes et professionnels les accompagnants
Calendrier de mise en œuvre	Permanent
Communication	A travers les actions portées par les partenaires + plaquettes de communication sur ces dispositifs
Budget global de l'action Financeurs et montants	Sans coût pour la DDSP Financier : FIPD (Etat), CD 27, DRDFE (Etat), DDSP
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Statistiques sur les VIF Evolution des dépôts de PV (/main courante)
Gouvernance (Comité de suivi...)	Collectif (Etat / interservices)

PILOTE : Région de Gendarmerie de Haute-Normandie – 76 / 27

FICHE ACTION N° 56

REGION / DEPARTEMENT	Région de gendarmerie de Haute-Normandie // groupements de gendarmerie de l'Eure et de la Seine- Maritime
Intitulé de l'action	Amélioration de la prévention des violences faites aux femmes et aux mineures
Diagnostic	Au sein des deux départements, la part des victimes de sexe féminin est en augmentation dans les violences intra-familiales, particulièrement les mineures.
Description de l'action	- Sensibilisation des mineurs qui sont les premiers témoins et victimes dans le cadre de violences intra- familiales (VIF) : intervention en milieu scolaire ; - Amélioration de la détection des violences faites aux mineures ; - Amélioration de la formation relative aux auditions des femmes victimes : tutorat par les référents ayant l'expérience.
Partenaires (envisagés)	- association « archimède film » - CASA - éducation nationale (à confirmer)
Public cible	– Les mineur(e)s – Les femmes victimes de violences
Calendrier de mise en œuvre	2015/2016
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Projet de films abordant les violences intra-familiales destinés en priorité aux professionnels (éducation, centres sociaux,)
Budget global de l'action Financeurs et montants	- Etat FIPD cofinancement DRDFE - Film : association « archimède film »
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	– Nombre de dépôts de plainte, – Nombre d'interventions en milieu scolaire – Nombre de professionnels formés
Gouvernance (Comité de suivi...)	Suivi par l'officier adjoint de police judiciaire régional et l'officier régional chargé des VIF : réunion avec l'ensemble des référents VIF

**PILOTE : CHU de ROUEN
CASA – Direction Générale**

FICHE ACTION N° 57

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Identification et prévention des violences numériques par les acteurs de santé
Diagnostic	Les nouvelles techniques de communication (NTC) génèrent un nouveau mode opératoire chez les auteurs de violences, en particulier dans les couples et chez les enfants. Le cyber-harcèlement est insidieux et a des conséquences graves sur le bien-être et la santé mentale des victimes qui sont touchées à toute heure et en tout lieu. Les violences numériques qui « traquent » les victimes ne sont pas virtuelles. Elles sont citées dans le rapport de la FRA de 2013 « Violence à l'égard des femmes : une enquête à l'échelle de l'UE » : une femme sur cinq a subi au moins une forme de traque furtive depuis l'âge de 15 ans et dans près de 20 % des cas, cette traque a duré plus de 2 ans. Une victime sur 5 indique qu'elle a dû changer d'adresse de messagerie ou de numéro de téléphone. C'est souvent à l'occasion d'un état de stress, de manifestations anxieuses et/ou dépressives que les violences sont verbalisées auprès d'un professionnel de santé. Ces violences ont également des conséquences socio-économiques
Description de l'action	Le repérage des violences par le premier intervenant est essentiel devant des symptômes non spécifiques. A condition qu'il soit formé à ces situations pour proposer aux victimes un parcours lisible et adapté qui leur permette d'être entendues, reconnues et aidées. Pour être efficace, cette action doit être étayée par 4 sous-actions complémentaires. Elles visent à : 1 – Réaliser une enquête sur les victimes de violences numériques identifiées au Centre d'Accueil Spécialisé pour les Agressions (CASA) du CHU de Rouen pour mieux les connaître. 2 – Apprendre aux acteurs de santé à coordonner les soins avec le repérage, le constat et la prévention des violences en créant un travail en réseau et des espaces interprofessionnels . Une formation universitaire ouvrira en 2015 à l'Espace Régional de Formation des Professions de Santé (ERFPS) « Les pratiques médico-légales.. au quotidien à l'usage des acteurs de santé » 3 – Construire avec le CASA un parcours balisé pour la prise en charge globale des violences numériques :

	médico-légale, psychologique, sociale et juridique. Un lien fort doit être créé avec les psychiatres, les avocats et les associations d'aide aux victimes. 4 – Éditer une plaquette d'information sur ce thème afin de permettre aux victimes de briser le silence.
Partenaires	CHU de Rouen et sous réserve de leur accord : - Centre Hospitalier du Rouvray - UFR médecine (ERFPS) - Préfecture de Rouen (DRDFE) - Tribunal de grande instance de Rouen - Cour d'appel de Rouen - Ordre des avocats du Barreau de Rouen - CIDFF – Associations d'aide aux victimes
Public cible	Médecins et étudiant-e-s de 3ème cycle de médecine. Psychologues et travailleurs sociaux. Sages Femmes. Infirmier-e-s et cadres de santé. Magistrat-e-s, policier-e-s et gendarmes.
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Lancement : janvier 2015 Durée : 2 ans
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Plaquette de présentation du DU « Les pratiques médico-légales.. au quotidien ». Plaquette d'information des victimes.
Budget global de l'action Financeurs et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Une évaluation sera réalisée pour chacune des quatre sous-actions définies.
Gouvernance (Comité de suivi...)	La gouvernance sera représentée par un comité de suivi constitué des représentants des différents partenaires.

**PILOTE : CHI ELBEUF LOUVIERS
VAL DE REUIL- Service URGENCES**

FICHE ACTION N° 58	
REGION / DEPARTEMENT	Haute Normandie/ Seine Maritime
Intitulé de l'action	Création de l'Equipe Mobile Hospitalière d'Aide aux Victimes de violences Accompagnement de victimes de violences conjugales et intra-familiales
Diagnostic	Les patient(e)s victimes de violence conjugale fréquentent le secteur hospitalier soit en phase aiguë du traumatisme, soit pour des pathologies consécutives à l'ancienneté et la répétition des situations de violence. L'hôpital se doit d'être un lieu privilégié de développement du repérage des situations de violence et de réorientation des patientes vers le réseau extérieur.
Description de l'action	- Repérage, accompagnement des victimes de violence (écoute, information, évaluation médico-psycho-sociale, orientation) - Sensibilisation des personnels hospitaliers à la problématique des violences conjugales - Participation au réseau Réseau Elbeuvien contre les Violences Faites aux Femmes (REVIFF) - Inscription dans la dynamique départementale : signature des protocoles départementaux de la Seine Maritime et de l'Eure
Partenaires	CIDFF, CASA de ROUEN, Missions locales, CCAS, Associations, Services du Conseil Général, Police, Service du Procureur, PMI, Maison de justice et du droit, professionnels de ville ...
Public cible	Patientes victimes de violence conjugale lors de leur passage à l'hôpital, soit en consultation, soit en hospitalisation EMHAVi a accompagné 173 victimes en 2013
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Création EMHAVi en Mars 2010
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Participation à la semaine de lutte contre les violences faites aux femmes Journée de sensibilisation destinée aux professionnels hospitaliers
Budget global de l'action Financeurs et montants	Anticipé 2014 Budget : 68 695 € Centre Hospitalier : 55 695 € DRDFE : 3 000 € FIPD : 10 000 €

Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	nombre de personnes accueillies (file active) ; profil de la population concernée; nombre d'entretiens réalisés par professionnel ; nombre de réunions avec les partenaires dans chaque département ; nombre de CMI réalisés (avec évaluation du nombre de jours d'ITT)
Gouvernance (Comité de suivi...)	Réunions mensuelles

PILOTE : Ville de Rouen

FICHE ACTION N° 59

REGION / DEPARTEMENT	Seine-Maritime
Intitulé de l'action	La Ville dans ses politiques publiques : sensibiliser et lutter contre les violences faites aux femmes
Diagnostic	Les comportements sexistes, les violences faites aux femmes et les difficultés rencontrées pour l'accès aux droits des prostitués et prostituées sont l'objet de constats partagés par les acteurs institutionnels et associatifs. La Seine-Maritime est, en 2013, le département le plus touché par les morts violentes au sein du couple. Le Centre d'Accueil Spécialisé pour les Agressions (CASA) au C.H.U de Rouen, plate-forme pluridisciplinaire d'accueil des victimes, a réalisé en 2013, 740 consultations par les médecins légistes pour des violences conjugales et 206 pour des violences sexuelles. Une centaine de personnes en situation de prostitution à Rouen en 2013.
Description de l'action	Mise en place de différentes actions pour sensibiliser au sexisme, aux violences faites aux femmes, améliorer l'accueil des femmes victimes de violences et favoriser l'accès aux droits des prostitués et prostituées : exposition sur les violences faites aux femmes, soutien des associations mettant en place des temps de sensibilisation sur les questions de stéréotypes sexistes et de violences faites aux femmes, information dans les outils de communication de la Ville, sensibilisation des agents d'accueil des directions de la tranquillité publique, de la solidarité et de la cohésion sociale, de l'accueil des publics pour accompagner au mieux les femmes, travail sur la mise à l'abri d'urgence des femmes victimes de violences conjugales, distribution

	aux prostitués et prostituées d'une plaquette sur l'accès aux droits, ... Certaines actions sont aussi inscrites dans le cadre de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance.
Partenaires	En externe, les associations sur les droits des femmes et la lutte contre les discriminations, celles venant en aide aux prostitués et prostituées, le CHU, le CAPS et le PAVIF, ... En interne les directions de la tranquillité publique, de la solidarité et de la cohésion sociale, des ressources humaines, de la communication et de l'information.
Public cible	Rouennais et Rouennaises et tout particulièrement les femmes victimes de comportements sexistes, de violences et les prostitués et prostituées
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Lancement formel par le plan rouennais d'actions égalité hommes/femme en mai 2013 Durée 2013 / 2015
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Dans les divers supports de communication de la Ville de Rouen, du Rouen mag au site rouen.fr en passant par la plaquette sur l'accès aux droits des prostitués et prostituées.
Budget global de l'action Financeurs et montants	Intégré aux budgets des directions des ressources humaines, de la solidarité et de la cohésion sociale, de la communication et de l'information
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Différents selon les actions et avant tout quantitatifs. Quelques exemples : - pour l'accueil et l'accompagnement des femmes victimes de violences, le nombre d'agents formés, le nombre de nuitées attribuées, la mise en réseau avec d'autres acteurs, - pour l'accès aux droits des prostitués et prostituées, le nombre de personnes informées et l'analyse qualitative de la situation avec les associations partenaires.
Gouvernance (Comité de suivi...)	Comité de pilotage des actions égalité femme/homme

PILOTE : Barreau de rouen

FICHE ACTION N° 60

REGION / DEPARTEMENT	Seine-Maritime
Intitulé de l'action	Liste d'avocats volontaires « violences »
Diagnostic	Nécessité répercutée par les associations CIDFF 76 et AVIPP de fournir une liste d'avocats pour accueillir les victimes de violences
Description de l'action	Chaque année le barreau met à jour la liste fondée sur le volontariat
Partenaires	CIDFF 76, AVIPP, Brigades VIF, Gendarmerie
Public cible	Victimes de violences
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	2012 – destiné à perdurer
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Transmission électronique de la liste
Budget global de l'action Financeurs et montants	Financement assuré par l'Ordre des avocats
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Pourra faire l'objet d'une étude par l'Ordre
Gouvernance (Comité de suivi...)	

PILOTE : CAF de Seine-Maritime

FICHE ACTION N° 61	
REGION / DEPARTEMENT	Département de Seine-Maritime
Intitulé de l'action	CAF de Seine-Maritime Accueil dédié des femmes victimes de violences
Diagnostic	La prise en charge des situations de violences conjugales nécessite un traitement accéléré des droits à prestations familiales et sociales, voire d'aides financières individuelles. La multiplicité des interlocuteurs, dans un contexte de grande vulnérabilité des personnes, peut constituer un frein à ce traitement rapide.
Description de l'action	Mise en place d'une fonction d'interlocuteur unique pour faciliter l'accès aux prestations familiales et/ou sociales, ainsi qu'aux aides financières individuelles pour les personnes en situation de séparation à la suite de violences conjugales. Cette fonction est assurée par un travailleur social. Ce dispositif permet un traitement prioritaire des dossiers : – enregistrement de la séparation – attribution d'un numéro « allocataire » – instruction et traitement des droits et aides financières éventuelles. Pour les partenaires, la procédure de contact avec la Caf est simplifiée, un interlocuteur unique assure toutes les liaisons internes. Pour les femmes, elles peuvent rencontrer , en urgence, un travailleur social en capacité de d'appréhender l'ensemble de leur situation.
Partenaires	PAVIF, CAPS, ONM, Travailleurs sociaux du Conseil général et des centres communaux d'action sociale...
Public cible	Les femmes en situation de séparation à la suite de violences familiales
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Offre de service mise en œuvre sur le site de Rouen pour la période 2011/2013 Déploiement de l'offre de service sur l'ensemble du département sur la période 2014/2017 sous la forme de rendez-vous avec un travailleur social dans chaque lieu d'accueil de la Caf.
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Pas de communication spécifique, ce dispositif d'accueil s'intègre à la démarche portée, notamment, par le Pavif et plus globalement par le protocole.
Budget global de l'action	Pas de budget spécifique – intégré au fonctionnement global
Financiers et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de	Nombre de personnes reçues

résultats	Suivi des délais de traitement Ouverture de droits à prestations familiales Ouverture de droits à prestations sociales Nombre et nature des aides financières individuelles.
Gouvernance (Comité de suivi...)	Comité de pilotage interne de l'intervention sociale territoriale ; Réunion du réseau « VIF ».

PILOTE : CIDFF de Seine-Maritime	Fiche action N° 62
REGION / DEPARTEMENT	Département de Seine-Maritime
Intitulé de l'action	Permanence soutien psychologique auprès des femmes victimes de violences
Diagnostic	Accompagner les femmes avant pendant et après le processus de séparation et de dépôt de plainte pour leur permettre de mieux vivre la situation en travaillant l'emprise, l'estime de soi, la parentalité, et l'autonomie.
Description de l'action	L'action est réalisée sur l'ensemble du département avec 10 permanences mensuelles sur les 3 plus grosses communes du département : Rouen, Le Havre, Dieppe, avec une ouverture pour la ville d'Elbeuf sur la permanence de Rouen. 4 permanences de 3 heures a Rouen/elbeuf et au Havre et 2 à Dieppe.
Partenaires	Le CIDFF travaille avec les partenaires locaux du réseau (police, gendarmerie, assistantes sociales et autres professionnel-les du réseau.
Public cible	Les femmes victimes de violences (viols, mariages forcés, violences conjugales et familiales.....)
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	L'action existe depuis plusieurs années elle s'inscrit de nouveau dans la programmation du CIDFF en 2015
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	La communication se fait par le biais des réunions au sein des réseaux du CIDFF.
Budget global de l'action Financeurs et montants	• FIPD 9686 euros • Ville de Rouen 2262 euros • ville du Havre 7041 euros • ville de Dieppe 2636 euros • pas de financement de la ville d'Elbeuf.
Modalités d'évaluation et Indicateurs	• Le nombre de personnes suivies
Gouvernance (Comité de suivi...)	Pas de gouvernance

PILOTE : CIDFF 76**Fiche N° 63**

REGION / DEPARTEMENT	Seine-Maritime
Intitulé de l'action	Référente violences au sein du PAVIF (Pôle d'accueil violences intra familiales)
Diagnostic	L'ampleur des violences faites aux femmes sur le territoire national et par déclinaison sur la région Haute-Normandie et sur le département de Seine-Maritime. La volonté de mutualiser des compétences et des moyens pour une meilleure prise en charge.
Description de l'action	L'action est réalisée sur la commune de Rouen, le territoire de la CREA. La juriste référente a un travail de coordination avec l'ensemble des juristes du CIDFF et des partenaires locaux pour permettre une prise en charge efficiente pour les femmes victimes de violences. L'accompagnement des femmes se fait sur l'ensemble des permanences décentralisées ainsi qu'au sein du PAVIF (avec des entretiens et un suivi pour les femmes victimes de violences auprès de professionnel-les formées). L'objectif étant de permettre aux professionnel-les mais surtout aux femmes victimes de repérer un lieu unique pour rencontrer des professionnel-les multidisciplinaires (juristes, éducateur-trices, conseillère en économie social et familiale, psychologue, conseillère emploi/formation)
Partenaires	Le CIDFF travaille en partenariat avec les 3 parquets (deux conventions sont signées avec le parquet de Dieppe et de Rouen) avec les assistantes sociales RPG (référente police/gendarmerie) le CHI des feugrais et le CASA de Rouen ainsi que les associations et centres d'hébergements dont l'ONM et le CAPS
Public cible	L'ensemble des femmes victimes de violences.
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	L'action existe depuis 2012 elle s'inscrira de nouveau dans la programmation du CIDFF en 2015
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Les réunions avec les différentes UTAS ont permis de faire connaître le PAVIF auprès des professionnel-les du social, l'investissement des 3 structures (ONM. CAPS. CIDFF) ont beaucoup communiqué auprès de leurs partenaires respectifs. il y a eu un certain nombre d'articles de presse qui sont sortis en 2012/2013/2014.

Budget global de l'action Financeurs et montants	- FIPD 16 000 euros pour le poste de référente - Crédit (Plan violence) DRDFE : 33 345 euros pour l'accueil de jour violences intra familiales (PAVIF) - l'ensemble des permanences décentralisées en direction des femmes victimes de violences est financé par les communes ou le CIDFF intervient.
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	- Le nombre de personnes reçues au sein des permanences spécialisées pour les femmes victimes de violences - le nombre de personnes reçues au PAVIF les statistiques permettent d'évaluer le lieu des femmes rencontrées, la problématiques, la situation d'urgence, les démarches effectuées, et les démarches à poursuivre (dépôt de plainte, divorce séparation, hébergement,, suivi des enfants, OP, recherche d'emploi.....)
Gouvernance (Comité de suivi...)	L'ONM, CAPS, CIDFF Un comité de suivi en cours

PILOTE :CIDFF de l'Eure

FICHE ACTION N° N° 64	
REGION / DEPARTEMENT	Eure
Intitulé de l'action	Prévention des violences au sein du couple
Diagnostic	Le plan triennal de lutte contre les violences faites aux femmes sont une priorité de santé publique. Les chiffres clés : 10% de femmes victimes de violences conjugales, 148 femmes mortes sous les coups des conjoints en 2012 ; montrent les besoins d'accompagnement des femmes, de détection des situations et de l'orientation vers des structures compétentes. Le protocole départemental de prévention de lutte contre les violences faites aux femmes (2013- 2015) dans son axe 3 prévoit la sensibilisation des élus et du grand public à ces problématiques Le 3919 réoriente les appels provenant des victimes du département de l'Eure vers le CIDFF de l'Eure
Description de l'action	1. Informer les élus municipaux (645 communes dans l'Eure), les responsables associatifs (en particulier les associations caritatives) durant une 1/2 journée de sensibilisation sur 3h à 4h sur les violences intrafamiliales à savoir : - connaissance du fonctionnement des violences au sein du couple (types de violences, cycles, ressenti

	des victimes, stratégie des auteurs) - comment, de sa fonction d'élue, de responsable associatif, peut-on aider les victimes? - les associations, institutions départementales que l'on peut contacter, le réseau local d'aide aux victimes le plus proche (son fonctionnement, les contacts) - information juridique : l'action de la justice Les 3 premiers alinéas sont assurés par la responsable ou un juriste, le dernier exclusivement par un-e juriste. 2. Via la plateforme d'accueil, écouter, orienter les victimes nous contactant (téléphonique ou physique) et les accompagner de manière globale dans leur parcours.
Partenaires	Professionnels-Iles des réseaux VIF
Public cible	Elus, responsables, bénévoles et volontaires d'associations accueillant du public notamment des femmes
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	2 janvier 2015, tout au long de l'année
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Informations sur le site Internet du CIDFF de l'Eure (à partir de courant 2015) Via les référents des réseaux VIF et autres professionnels-elles y intervenant
Budget global de l'action	DRDFE, FIPD
Financeurs et montants	6 000 euros
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	1- Nombre de personnes ayant bénéficié de l'action et fiche d'évaluation instruite à la fin de la rencontre 2- Nombre de victimes de violences accueillies, nombre d'entretiens réalisés, orientations vers les partenaires pouvant aider à lever les freins 3- Saisie des stats CNIDFF relatives aux violences
Gouvernance (Comité de suivi...)	Préfecture, DDFE, DDSCS

Hébergement – Logement des femmes victimes de violences

**PILOTE : Direction
départementale de la cohésion
sociale de la Seine-Maritime**

FICHE ACTION N° 65

REGION / DEPARTEMENT

Seine-Maritime

Intitulé de l'action

**Prise en compte des femmes victimes de violence
dans le dispositif AHI Seino-marin .**

Diagnostic

La DDCS de Seine-Maritime a fait le choix de ne pas développer un dispositif d'hébergement spécialisé dans l'accueil de femmes victimes de violence mais, plutôt, de répondre à ces demandes dans le cadre du dispositif d'hébergement de droit commun. Les violences faites aux femmes constituent un critère de vulnérabilité qui priorise l'accès à l'hébergement.

Description de l'action

Le Pôle d'Accueil Violences Intra-Familiales (PAVIF), ouvert sur Rouen depuis avril 2012, met à disposition une équipe aux compétences pluridisciplinaires (sociales, psychologiques, juridiques...) spécialisée pour assurer l'accueil, l'écoute, l'accompagnement et l'orientation des femmes victimes de violences .

Le PAVIF est inclus à l'organisation du service intégré de l'accueil et de l'orientation (SIAO), et peut, à ce titre, évaluer les situations de femmes victimes de violences nécessitant un hébergement.

L'hébergement des femmes victimes de violences mobilise:

- des hébergements dédiés : une dizaine de logements financés dans le cadre de l'ALT majoritairement sur Rouen et son agglomération.
- quatre centres d'hébergement disposent de compétences spécifiques à l'accueil des femmes victimes de violence. Ils ne sont pas spécialisés dans le sens où ils peuvent recevoir d'autres publics (femmes en rupture, difficultés sociales, grande marginalité...). Pour autant la part des femmes victimes de violence y est très substantielle. Par ailleurs, tous les autres CHRS ouverts aux femmes

	seules et/ou avec enfants ainsi que les dispositifs de logement temporaires (ALT, intermédiation locative, résidences sociales) peuvent accueillir des femmes victimes de violence.
Partenaires	- Le SAUF sur le Havre (association AFFD) ; - Le CAUCD sur Rouen (association ONM); - Le CAPS sur l'agglomération rouennaise - Le CHRS femmes géré par ASAE sur Elbeuf ; - Le foyer OASIS sur Fécamp. Tous les autres centres d'hébergement.
Public cible	Femmes victimes de violences en demande d'hébergement d'urgence .
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Toute l'année.
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	
Budget global de l'action	
Financeurs et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	
Gouvernance (Comité de suivi...)	- DDCS - Protocole départemental de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes

**PILOTE : Direction
départementale cohésion
sociale de l'Eure**

FICHE ACTION N° 66

REGION / DEPARTEMENT	Eure
Intitulé de l'action	Privilégier le maintien des victimes de violences conjugales dans leur logement
Diagnostic	- Disposition de la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes qui prévoit que l'éloignement du conjoint violent devienne une règle. - Disposition peu usitée qui est l'un des leviers permettant de maintenir dans leur logement les victimes qui le souhaitent (même si elles ont dû être hébergées dans un premier temps dans l'attente de la décision de justice - OBJECTIF : * Augmenter le recours au maintien à domicile de la victime, à supposer que la victime donne son accord et ait la capacité de se maintenir dans son domicile * Désengorger du parcours d'hébergement * Augmenter les expulsions des conjoints violents * Organiser la prise en charge sanitaire, sociale ou psychologique du conjoint violent pour lutter contre la récurrence
Description de l'action	- Réunir les principaux acteurs du dossier - Rédiger une note permettant à chacun de mettre en place les démarches nécessaires pour ce qui le concerne - Elaborer une convention engageant les acteurs dans la traduction opérationnelle de la loi
Partenaires	Externe : AHI, PDALPD, Parquet, police, gendarmerie Interne : Pole hébergement logement, DDFE et direction
Public cible	Partenaires hébergement d'urgence+ forces de l'ordre / Auteurs de violences /Victimes des violences
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	- Permanent/ avec un bilan annuel partagé en préfecture - Inscription dans le cadre du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées
Communication	A voir avec le COPIL et selon les orientations Parquet
Budget global de l'action Financeurs et montants	Sans surcoût

**PILOTE : Union Sociale pour
l'Habitat de Haute-Normandie**

FICHE ACTION N° 67

REGION / DEPARTEMENT	Seine Maritime
Intitulé de l'action	Accueil des femmes victimes de violence dans le parc locatif social
Diagnostic	Les bailleurs sociaux, avec les partenaires et associations spécialisés, sont mobilisés depuis longtemps pour l'accueil et le relogement des femmes victimes de violence.
Description de l'action	- Mise à disposition de logements en ALT pour l'accueil d'urgence des victimes. - Mobilisation des bailleurs pour le relogement des victimes dans le parc social ordinaire. - Accès facilité via le contingent réservé de l'Etat au bénéfice des publics prioritaires.
Partenaires	Bailleurs sociaux, SEDELH, CAPS, PAVIF, DDCS
Public cible	
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	En continu
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	
Budget global de l'action	Action intégrée à notre activité courante.
Financiers et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Bilan annuel réalisé par le CAPS dans le cadre du SEDELH.
Gouvernance (Comité de suivi...)	Comité de pilotage organisé par le SEDELH.

PILOTE : Union Sociale pour l'Habitat de Haute-Normandie

FICHE ACTION N° 68

REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie
Intitulé de l'action	Sensibilisation des bailleurs sociaux aux inégalités hommes/femmes
Diagnostic	
Description de l'action	- Sensibilisation du personnel des organismes HLM grâce aux formations proposées par la délégation régionale aux droits des femmes. - Analyse sexuée des données sur la demande et les attributions dans le logement social.
Partenaires	Etat
Public cible	Organismes d'HLM
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	En continu
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	
Budget global de l'action	Action intégrée à notre activité courante
Financeurs et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	
Gouvernance (Comité de suivi...)	

**PILOTE : Association ADAEA LA
PAUSE - Eure**

FICHE ACTION N° 69

REGION / DEPARTEMENT	Eure
Intitulé de l'action	Accueil/Écoute/information/Orientation/Aide et soutien. Hébergement d'Urgence.
Diagnostic	Ces actions s'inscrivent dans les recommandations des Ministères de Tutelles. Depuis 1992, notre association accueille des femmes en situation de violences conjugales et en difficultés sociales. On compte pour l'année 2013, 327 familles qui ont pris contact dont 187 pour un hébergement
Description de l'action	Le service « La Pause » accueille et héberge des personnes en situation de détresse ; 30 places d'hébergement d'urgences sont destinées à cette action. Cet accompagnement est soutenu d'un service accueil, écoute et soutien. Pour les deux ans à venir, nous comptons mettre en place des groupes de paroles de type supervision pour ces femmes. Nous comptons aussi intégrer les femmes qui le souhaitent dans des activités sportives, en partenariat avec des clubs du département.
Partenaires	DDCS, CG, Ville d'Evreux, CIDFF, Association d'Usagers, autres CHRS
Public ciblé	Femmes de façon générale, femmes hébergées dans notre structure, femmes en difficulté d'insertion
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	2015/2017
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Plate-forme Ecoute / Couverture presse / Réseau VIF / Exposition/ Colloque
Budget global de l'action	Dotation globale Association ADAEA /DRDFE /DDCS/CG/CIDFF
Financeurs et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Le nombre de participants Rayonnement de l'action dans le département. Satisfaction des participants.
Gouvernance (Comité de suivi...)	Service « La Pause » professionnels de l'AHJ.

PILOTE :ASSOCIATION ACCUEIL SERVICE - Eure

FICHE ACTION N° 70

REGION / DEPARTEMENT	Eure
Intitulé de l'action	Accueil de jour pour les femmes victimes de violences
Diagnostic	Le 3ème plan a permis la mise en place dans l'Eure d'un accueil de jour pour les femmes victimes de violences conjugales. Le 4ème plan, fin 2013, consolide cette action.
Description de l'action	L'accueil de jour pour les femmes victimes de violences se déroule tous les après-midi dans les locaux de la passagère au féminin (2 bis rue Joliot Curie) à Evreux. Cet accueil convivial s'organise autour des trois co-pilotes. Au quotidien, écouter – sensibiliser – informer les femmes. Dès repérage des violences, les professionnels se mettent en situation d'alerter et orienter. Notamment vers le CIDFF pour l'insertion et le conseil juridique et vers l'ADAEA –LA PAUSE pour l'hébergement. Description opérationnelle de cette mutualisation : - entretien d'écoute des femmes victimes de violences en présence ou par téléphone, sans rendez-vous. - Aider à conscientiser et permettre de mettre des mots sur la violence subie et ainsi faire un premier état de la situation - Poser avec la personne un diagnostic partagé - Proposer une première action et mobiliser les partenaires chacun dans son champs d'intervention. - Accompagner en mobilisant les compétences des trois gestionnaires de l'action : ACCUEIL SERVICE : en journée avec ou sans enfants et des services tels que : accès à un espace de toilette, vestiaire et hygiène vestimentaire, coin enfant, petit déjeuner et repas du midi, domiciliation postale, accompagnement sociale et ateliers divers autour de la vie quotidienne. CIDFF : permanence hebdomadaire et mobilisation à la demande pour l'écoute, l'information juridique et le service emploi. ADAEA – LA PAUSE : Ecoute et hébergement Des activités d'informations collectives sont animées à partir des sujets de discussions dans la salle commune d'accueil : Le logement, la parentalité, précarité et emploi, découverte et connaissance des structures.

	A terme, il est prévu (dans la mesure des moyens) d'aboutir au montage d'un groupe de paroles régulier autour des femmes victimes de violences intrafamiliales.
Partenaires	<u>Pilotage de l'action</u> : Action mutualisée et co-animée avec le CIDFF de l'Eure et l'ADAEA-LA PAUSE. <u>Partenaires opérationnels</u> : - le 115 - Le Conseil Général de l'Eure - RESPIRE, CMP, CAC de la Madeleine, Le Centre hospitalier - Les forces de l'ordre, L'aide aux victimes - Le SPIP, les associations d'aide aux victimes, AVEDE, Avocats et services juridiques - Les centres de formation et services emplois - Les bailleurs
Public cible	Femmes victimes de violences intrafamiliales et leurs enfants
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Action annuelle avec reconduction
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	- Information des partenaires - Sensibilisations des réseaux (VIF, AHI, etc..) - Plaquettes, forum
Budget global de l'action Financeurs et montants	Financement DRDFE - 33345€ Réparti selon convention annuelle sur les trois associations co-gestionnaires
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	- Réunions trimestrielles de coordination - Indicateurs d'évaluation : - nombre de femmes - mobilisation des femmes sur les activités proposées - nombre de partenaires mobilisés tant sur les actions collectives que sur l'accompagnement individuel - origine de l'orientation
gouvernance (Comité de suivi...)	Comité de pilotage et de suivi par les directions des trois gestionnaires de l'action et la direction départementale aux droits des femmes. A raison d'une rencontre trimestrielle et un bilan annuel

**PILOTE :ASSOCIATION
ACCUEIL SERVICE - Eure**

FICHE ACTION N°71	
REGION / DEPARTEMENT	Eure
Intitulé de l'action	La Passagère au féminin Accueil de jour pour les femmes en précarité
Diagnostic	A l'origine, la passagère au féminin a été mis en place suite à une demande des femmes qui exprimaient le besoin d'avoir un lieu dédié aux femmes exclusivement. Aujourd'hui cette plate-forme centralise plusieurs actions où des partenaires animent des ateliers, tiennent des permanences et des entretiens individuels selon leurs champs d'action et leurs spécificités. Selon l'INSEE : le nombre de sans-domicile a progressé de 50% depuis 2001, deux SDF sur cinq sont des femmes.
Description de l'action	« La Passagère au féminin » est un accueil dédié aux femmes qui offre une aide aux démarches administratives, la domiciliation, une petite restauration, douches, lavage du linge, une écoute, la possibilité de se poser et de prendre le temps de partager des activités avec d'autres femmes (sortie, travail manuel, cuisine etc) dans un lieu convivial où elles se sentent chez elles. - accueil et écoute personnalisés (la salle d'accueil est destinée aux visites mais c'est aussi là que tout à chacun, visiteurs ou personnes aidées par l'association peut boire un thé ou un café.) - accès à un espace hygiène (douche, propreté du linge), coin enfants, petit-déjeuner, repas du midi préparé à partir d'ateliers autour de l'hygiène et l'équilibre alimentaire, Ateliers divers Il est ouvert 6 jours par semaine du lundi au vendredi de 9h à 17h et le samedi de 9h à 12h.
Partenaires	CIDFF - Les associations caritatives - Les intervenants sociaux - Les associations du quartier – RESPIRE - Le SIAO de l'Eure
Public cible	Femmes en situation de précarité (sociale, familiale, financière), SDF, errance, rupture familiale, rupture conjugale. Les femmes avec leurs familles
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Action renouvelée annuellement du 01 janvier au 31 décembre
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Plaquette, journées d'informations, presse
Budget global de l'action	40000€ financés par la DDCS, la ville d'Evreux et la délégation régionale aux droits des femmes (2000€)
Financeurs et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	- Nombre de personnes accueillies - Nombre d'orientation sur la plateforme et vers les partenaires - Implication des femmes dans les ateliers - Participation à la vie du lieu d'accueil
Gouvernance (Comité de suivi...)	Réunion de régulation mensuelle et bilan d'étape semestriel avec les partenaires

LUTTE CONTRE LE HARCELEMENT ET LES VIOLENCES SEXISTES

**PILOTE : ASSOCIATION
ACCUEIL SERVICE - Eure**

FICHE ACTION N° 72

REGION / DEPARTEMENT	Eure
Intitulé de l'action	Prévention prostitution
Diagnostic	Le Plan d'action national contre la traite des êtres humains 2014 – 2016 indique que Les dernières statistiques fournies par Eurostat : 62 % sont des victimes d'exploitation sexuelle, et la grande majorité (80 %) sont des femmes et des filles mineures. La France est principalement un pays de destination des victimes de la traite. Concernant la prostitution, la majorité des victimes de la traite en France est exploitée dans le cadre de réseaux de proxénétisme, essentiellement en provenance d'Europe de l'Est, d'Afrique. On estime entre 20 000 et 40 000 le nombre de prostituées exerçant leur activité dans le pays. 90 % d'entre elles seraient d'origine étrangère. L'essentiel des personnes en situation de prostitution sont victimes de proxénétisme.
Description de l'action	Accueil Service au regard de ses deux actions d'accueil de jour pour les femmes victimes de violences et la maraude souhaite élargir son action de prévention auprès des femmes prostituées rencontrées le long des routes sur la maraude par : offrir des kits hygiène - distribuer des plaquettes d'information - participer au réseau par des actions évenementielles et faire remonter ses observations auprès des services de l'état. L'objet étant de : - aller à la rencontre des femmes via les deux véhicules de maraude départementale - créer du lien - afficher sur le véhicule un logo permettant d'identifier cette action de lutte - offrir des kits hygiènes spécifiques (préservatifs, toilette intime, etc.) - distribuer des plaquettes (comment se protéger, les dispositifs pour en sortir, les risques, etc...)organiser et animer avec des partenaires des moments forts de sensibilisation tout public

	- sensibiliser les hommes - alerter et informer la cohésion sociale sur les situations - Former les équipes dans l'approche, le repérage et les actions à mener
Partenaires	- CIDFF de l'Eure - ADAEA-LA PAUSE. - RESPIRE, Le Centre hospitalier - Les forces de l'ordre, L'aide aux victimes - les associations d'aide aux victimes, Avocats et services juridiques - La croix rouge
Public cible	Femmes victimes de prostitution « forcées ».

PILOTE : RECTORAT	FICHE ACTION N° 73
REGION / DEPARTEMENT	Haute-Normandie- Académie de Rouen
Intitulé de l'action	Évaluer les stéréotypes et les préjugés chez les élèves
Diagnostic	Préjugés et discriminations sexistes constituent un obstacle à l'ouverture sur le monde. Si les équipes éducatives s'accordent sur ce point, les mécanismes en jeu sont encore mal connus, ce qui peut limiter l'effet des actions conduites.
Description de l'action	Dans quelques EPLE volontaires - former les personnels aux mécanismes en jeu - construire un outil de mesure des stéréotypes et préjugés - évaluer avec cet instrument les évolutions des stéréotypes et préjugés en cours d'année
Partenaires	Université de Rouen (UFR de psychologie sociale) EPLÉ volontaires.
Public cible	Équipes éducatives et échantillon d'élèves des EPLE concernés
Calendrier de mise en œuvre	Un EPLE en 2014-2015 (formation sur site,

Date de lancement / Durée	élaboration de l'outil, 1ère mesure en janvier, 2ème mesure en mai. Duplications sur d'autres EPLE sur 2015-2016 et 2016-2017
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Publication, journée d'étude
Budget global de l'action Financeurs et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Les changements chez les élèves interrogés Les effets des actions éducatives mises en place
Gouvernance (Comité de suivi...)	Comité de pilotage

PILOTE : Inspection Académique 76	FICHE ACTION N°74
REGION / DEPARTEMENT	Academie de rouen
Intitulé de l'action	Discrimination garçons filles Lycée Porte Océane
Diagnostic	Propos sexistes tenus dans les classes Préjugés sur les rôles hommes femmes dans la vie quotidienne et dans le travail
Partenaires	Le CIDFF
Public cible	Une classe de 1ère bac pro gestion administration une classe de 1ère STMG
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Intervention sur deux jours ,deux heures par groupes
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	
Budget global de l'action Financeurs et montants	Intervention gratuite du CIDFF
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	
Gouvernance (Comité de suivi...)	

PILOTE : Inspection Académique 76

FICHE ACTION N° 75

REGION / DEPARTEMENT	Seine-Maritime
Intitulé de l'action	« Lutte contre le sexisme ordinaire» par le CIDFF
Diagnostic	Lors d'une intervention en 4 ^e , nous avons observé de nombreux discours sexistes de la part des élèves, filles et garçons.
Description de l'action	Intervention par 1 animatrice du CIDFF.
Partenaires	CIDFF
Public cible	L'ensemble des classes de 5 ^e
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Février 2016
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Information dans le carnet de liaison.
Budget global de l'action Financeurs et montants	1150€ (ARS ou CRED)
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	
Gouvernance (Comité de suivi...)	Comité de suivi et CESC

PILOTE : Inspection Académique 76

FICHE ACTION N° 76

REGION / DEPARTEMENT	Seine-Maritime
Intitulé de l'action	Égalité et respect « filles/garçons » Collège G. COURBET Gonfreville l'Orcher
Diagnostic	Constat : les stéréotypes constituent des obstacles à la réalisation des choix individuels, tant des hommes que des femmes. Ils contribuent à la persistance des inégalités influant sur les choix des filières d'éducation, de formation ou d'emploi, sur la participation aux tâches domestiques et familiales et sur la représentation aux postes décisionnels.
Description de l'action	Séances avec la classe pour travailler sur les stéréotypes, l'éducation au respect mutuel. Aides à la diversification des choix d'orientation des filles et garçons. Acquisition et transmission d'une culture de l'égalité aux classes de CM2 de la ville par les collégiens.
Partenaires	Équipe du collège (infirmière, CPE, assistante sociale, 1 enseignante), CODAH
Public cible	1 classe de 4ème
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	6 séances entre janvier et juin 2015 : - Travail sur les stéréotypes à partir de la presse, des affiches publicitaires, des affiches de séries/films... - Découverte du DVD « Filles, garçons, l'égalité en images ». Échanges. - Séance d'une conseillère conjugale sur vie amoureuse/sexualité/contraception. - Intervention CIDFF « les métiers ont-ils un sexe ? » - Séance de travail sur quels messages transmettre aux élèves de CM2. Présentation d'outils, organisation des rencontres. - Rencontres Collégiens/ élèves de CM2 : animation par les jeunes et reformulation (si nécessaire) du message par le professionnel.
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/	
Budget global de l'action	Achat d'outils par la CODAH (DVD, ouvrages, mise à disposition de revues « Globules »)
Financeurs et montants	Achat d'outils (DVD) et financement de l'intervention d'une conseillère conjugale et du CIDFF par le collège
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	En cours de détermination.
Gouvernance (Comité de suivi...)	

PILOTE : Université de Rouen**FICHE ACTION N° 77**

REGION / DEPARTEMENT	Haute Normandie
Intitulé de l'action	Lutter et prévenir le harcèlement
Diagnostic	Les établissements d'enseignement supérieur ont longtemps pensé qu'ils n'étaient pas producteurs d'inégalités de genre. La prévention et la lutte contre le harcèlement sexuel est désormais un enjeu pour la promotion de l'égalité dans l'enseignement supérieur.
Description de l'action	L'objectif est de renforcer la prévention et la lutte contre le harcèlement moral et sexuel à l'université. A partir d'expérience de formation-action, il s'agira d'élaborer un projet de cellule de veille et d'information sur le harcèlement (diffusion d'information, prévention, traitement des situations...)
Partenaires	
Public cible	Etudiant-e-s et personnels de l'université
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Site internet, rapport d'activité de la mission
Budget global de l'action Financeurs et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Nombre de situations individuelles traitées, qualité de la procédure de veille interne sur le sujet
Gouvernance (Comité de suivi...)	

PILOTE : Université du Havre

FICHE ACTION N° 78

REGION / DEPARTEMENT	Haute Normandie
Intitulé de l'action	Campagne de sensibilisation contre le harcèlement et pour l'égalité professionnelle à l'université du Havre
Diagnostic	Enquête « Qualité de vie au travail » à l'université du Havre en 2013 Absence de formation des personnels sur la question du harcèlement et de l'égalité professionnelle.
Description de l'action	Campagne de formation et de sensibilisation des personnels et des étudiant-e-s de l'université du Havre, visant à améliorer la connaissance, la prévention et l'identification des phénomènes de harcèlement.
Partenaires	CLASCHES, Collectif de lutte anti-sexiste contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur, http://stop-harcelement-sexuel.gouv.fr/ Associations d'aide aux victimes DRDFE
Public cible	Le personnel et les étudiant-e-s de l'université du Havre.
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	2015 – 2016 (à renouveler périodiquement)
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Communication sur le site internet de l'université du Havre (création d'une page égalité des chances)
Budget global de l'action Financeurs et montants	Environ 1000€ Université du Havre
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Bilan de fin de mission sur le nombre de personnes sensibilisées et formées.
Gouvernance (Comité de suivi...)	Suivi par le service des formations et la DRH de l'université du Havre

**PILOTE : Direction
départementale de la cohésion
sociale 76**

FICHE ACTION N° 79

REGION / DEPARTEMENT	Seine-Maritime
Intitulé de l'action	Enquête sur l'homophobie et les violences sexuelles dans le sport
Diagnostic	Le ministère de la ville, de la jeunesse et des sports mène une politique volontariste de lutte contre toutes formes de discriminations et de violences, en particulier sexuelles, dans le sport. Le Département et la DDSCS ont organisé en novembre 2013 un colloque sur la prévention des discriminations dans le sport dont l'un des constats a porté sur la question de l'acceptation de l'homosexualité.
Description de l'action	Première à mettre au premier plan le rôle des entraîneurs dans la gestion de l'homosexualité, des violences sexuelles et de la diversité, l'enquête engagée en Seine-Maritime, complémentaire aux travaux conduits en 2013, est accompagnée par Anthony Mette, Psychologue du sport et de la santé du Centre de consultation de la Clinique du Sport à Mérignac.
Partenaires	La DDSCS 76 et le Département 76, le pôle ressource SEMC et le ministère des sports.
Public cible	Les entraîneurs sportifs de Seine-Maritime
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Septembre 2014/mars 2015
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Productions écrites ; diffusion nationale et internationale, Medias TV (france3, canal + et autres)
Budget global de l'action Financeurs et montants	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Nombre d'actions de formation sur la gestion de la diversité mises en place Nombre d'outils de sensibilisation créés Nombre de productions écrites Nombre de témoignages recueillis Nombre d'organismes ou d'associations touchés
Gouvernance (Comité de suivi...)	La DDSCS 76, le Département 76, le Défenseur des droits, la CREA, l'université de Rouen, la Licra, le CDOS 76 et l'APSI76.

PILOTE : CESI Normandie

FICHE ACTION N° 80

REGION / DEPARTEMENT	Haute Normandie
Intitulé de l'action	Sensibilisation des apprenants
Diagnostic	Les promotions d'élèves ingénieurs du CESI sont composées d'une très grande majorité de garçons : il est nécessaire d'attirer plus de jeunes femmes dans ces formations et de leur garantir des conditions de formation optimales.
Description de l'action	<u>Sensibilisation et mise en réseau :</u> - Actions de sensibilisation de nos étudiantes sur la thématique de la mixité, avec comme objectif la mise en réseau de nos étudiantes par le biais de l'association « Elles Bougent » - Présence de jeunes femmes à tous les événements CESI, et particulièrement aux journées portes ouvertes et salons pour communiquer sur la mixité des formations d'ingénieurs - Présence d'ambassadrices « Elles Bougent » lors de ces événements En complément de ces actions le règlement Intérieur du CESI, mis à jour conformément à la loi du 6 AOUT 2012 sur le harcèlement psychologique moral et / ou sexuel et précisant qu'aucun salarié ou stagiaire ne doit subir de propos ou comportements à connotation sexuelle, est introduit dans les classeurs remis à tous les apprenants lors des rentrées.
Partenaires	Association « Elles Bougent »
Public cible	Lycéennes et étudiantes lors de salons et JPO ; étudiantes CESI
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Tout au long de l'année
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	- En interne auprès des étudiantes ; sur notre site Internet CESI ; via le site « Elles Bougent » - outils de communication qui respectent le guide des bonnes pratiques sur la mixité
Budget global de l'action	
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	- Mobilisation des ambassadrices (nombre d'ambassadrices et leur activité) - pourcentage de jeunes filles intégrées aux promotions
Gouvernance (Comité de suivi...)	- un référent égalité Homme Femme CESI NO sur les questions pédagogiques et un autre sur la sensibilisation aux salariés - présentation des résultats et analyse des actions lors de comités de management régionaux.

PILOTE : Université du Havre

FICHE ACTION N° 81

REGION / DEPARTEMENT	Haute Normandie
Intitulé de l'action	Campagne contre la publicité sexiste dans le milieu universitaire
Diagnostic	Les affiches créées par les associations étudiantes présentes dans les locaux de l'université véhiculent parfois une image dégradante ou stéréotypée de la femme.
Description de l'action	1) Mener un travail de réflexion avec les associations étudiantes sur les stéréotypes de genre dans la publicité 2) Constituer un groupe de travail pour élaborer une charte/des règles sur le contenu acceptable pour toute affiche en milieu universitaire.
Partenaires	Les syndicats étudiants Les associations étudiantes Le département Info-Com de l'université du Havre. Les pôles de recherche sur le genre à l'université
Public cible	La population étudiante de l'université du Havre
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Décembre 2014 – mai 2015 Sensibilisation à renouveler chaque année universitaire
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Communication en interne sur la charte et la démarche. Article de presse locale.
Budget global de l'action Financeurs et montants	Environ 500€ Université du Havre
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Evolution du contenu des affiches dans les locaux de l'université Nombre d'étudiant-e-s sensibilisé-e-s
Gouvernance (Comité de suivi...)	Comité de suivi constitué de représentant-es étudiant-es, et référant-es par composante.

PILOTE :CIDFF de l'Eure

FICHE ACTION N° 82

REGION / DEPARTEMENT	Eure
Intitulé de l'action	Prévention des violences sexuelles et sexistes
Diagnostic	Le nombre d'IVG et de grossesse précoces en Haute-Normandie pose question et nous amène à proposer une intervention en vue d'intervenir sur ce sujet. Entre 2012 et 2014 constat a été fait de situations à risques dans la sexualité des jeunes, fortement influencés par des films pornographiques et de forte alcoolisation de garçons. Le protocole départemental de prévention de lutte contre les violences faites aux femmes (2013- 2015) dans son axe 3 prévoit la sensibilisation sur la prévention des violences sexuelles et sexistes, l'égalité entre les filles et les garçons, la lutte contre les discriminations
Description de l'action	L'objectif général de l'action est d'apporter une information globale auprès de jeunes (16 – 25 ans) sur les relations amoureuses entre les garçons et les filles. - Permettre à chacun-e de mieux maîtriser sa sexualité, ses relations avec l'autre, éviter les risques de grossesse non désirée. L'action se déroule en deux phases : 1/ Sexualité et contraception : la durée de l'intervention est de 2 heures par groupe de 15 à 20 jeunes, groupes mixtes ou non - L'éveil des sens chez les adolescents (séduction, dragues, premiers pas. - La sexualité (désir, zones érogènes, éjaculation précoce...) - Les risques (IST, grossesses non désirées, VIH...) - où, auprès de qui en parler ? Ce premier module est animé par l'association l'ABRI ou par le centre de planification. 2/ Sexualité et violences : la durée de l'intervention est de 2 heures par groupe pour les mêmes groupes - Majorité sexuelle, relations adulte-mineur-e, droits et devoirs dans la relation entre fille et garçon - Les attitudes sexistes (mots utilisés, mains baladeuses, attouchements...) - où, auprès de qui en parler ? Ce deuxième module est assuré un-e juriste du CIDFF. Nous continuons à nous appuyer sur l'exposition mise en place en 2012 dans le cadre de l'année "les violences faites aux femmes, grande cause Nationale" ; exposition plébiscitée par les structures

	et support adapté au public.
Partenaires	Etablissement accueillant du public âgé de 16 à 25 ans
Public cible	Jeunes filles et garçons de 16 à 25 ans, scolarisés-es ou non dans un établissement relevant de l'éducation nationale
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	2 Janvier 2015, tout au long de l'année
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Informations sur le site Internet du CIDFF de l'Eure (à partir de courant 2015) Informations directes auprès des structures accueillant le public cible
Budget global de l'action Financeurs et montants	ARS, DRDFE, structures, Etablissements scolaires, Etablissements accueillant du public de 16 – 25 ans hors éducation nationale Environ 12 800 euros
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Indicateurs quantitatifs - Nombre de structures où ont lieu les interventions - Nombre de structures où les interventions sont redemandées l'année suivante avec un nouveau public - Nombre de structures nouvelles demandeuses des interventions * Indicateurs qualitatifs - Retours individuels des participants en fin d'intervention à l'aide d'une fiche d'évaluation - Retours collectifs des responsables des structures quelques temps après les interventions
Gouvernance (Comité de suivi...)	ARS, DDFE, Établissements scolaires

PILOTE : Conseil Départemental de l'Eure

Fiche action N° 83

REGION / DEPARTEMENT	Eure
Intitulé de l'action	Programme de sensibilisation aux différentes formes de violence faites aux femmes
Diagnostic	Les stéréotypes sexistes sont responsables, en partie, de l'inégalité homme/femme dans les faits car ils véhiculent des contre-vérités, rabaissant la condition féminine notamment et participant au fondement de la violence faite aux femmes. Toucher le public jeune est prioritaire en termes de prévention pour déconstruire les stéréotypes sexistes
Description de l'action	2010: Création, diffusion, exploitation d'une exposition dont une partie est destinée aux plus jeunes d'entre eux (collège) 2012: Organisation d'un concours d'expression sur ce thème par le support bandes dessinées 2013: valorisation de ce travail d'ensemble par la création et la diffusion d'un livret présentant les thèmes de chaque tableau de l'exposition, les planches BD des 10 lauréats du concours et les contacts Depuis 2011: tenues de stands avec l'exposition sur les lieux de regroupement de jeunes ex festival rock dans tous ses états, tatouages éphémères, relaxation, quizz....
Partenaires	CIDFF, ADAEA – La Pause, Associations de prévention bénévoles, DSDEN, la ligue de l'enseignement, ...
Public cible	Les jeunes de 14 à 21 ans (au moyen des collèges, des lycées, des festivals...) Les adultes (au moyen des centres sociaux, festivals...)
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Action qui se renouvelle tous les ans
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Exposition Presse, site internet du Département,
Budget global de l'action	5% d'un etp de cadre
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Nombre de semaines de réservation de l'exposition Nombre d'établissements qui ont réservé Nombre de festivals Nombre de jeunes ayant rendu le quizz, ou participé à une autre animation Extrait des échanges,
Gouvernance (Comité de suivi...)	Collectif (DDF, Département, CIDF, ADAEA-La Pause...

Formations *lutte contre les violences faites aux femmes*

PILOTE : CIDFF de Seine-Maritime

	FICHE ACTION N° 84
REGION / DEPARTEMENT	Seine-Maritime
Intitulé de l'action	Formation auprès des professionnel·les
Diagnostic	Le manque de formation initiale et continue pour les professionnel·les directement impliqué(e)s auprès des femmes victimes de violences conjugales La volonté d'avoir une culture et une formation commune pour appréhender au mieux le système d'emprise exercé dans les violences conjugales . L'objectif étant toujours d'améliorer la prise en charge des femmes victimes.
Description de l'action	L'action est réalisée sur l'ensemble du département et notamment sur les 4 plus grosses communes Rouen, Le Havre, Dieppe, Elbeuf. C'est une formation sur deux jours qui permet de regrouper les professionnel·les locaux (santé, social, police, gendarmerie, associatif, justice, bayeur) qui constituent un réseau.
Partenaires	Le CIDFF est le centre de formation, il met à disposition une juriste et une psychologue. cette année une professionnelle de Collectif Viols féministe est venue enrichir la formation.
Public cible	L'ensemble des professionnel·les du département souhaitant obtenir une formation sur « les violences faites aux femmes » et construire un réseau local.
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	L'action existe depuis plusieurs années elle s'inscrit de nouveau dans la programmation du CIDFF en 2015 car nous avons encore refusé des professionnel·les cette année.
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	La communication se fait par le biais des réunions au sein des réseaux du CIDFF, et par mails
Budget global de l'action	FIPD 3700 euros / DRDFE 2300 euros
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	- Le nombre de personnes inscrites aux formations - le retour des évaluations transmises auprès des professionnel·les à la fin de la formation.
Gouvernance (Comité de suivi...)	Pas de gouvernance

PILOTE : Barreau de rouen

FICHE ACTION N° 85

REGION / DEPARTEMENT	Seine-Maritime
Intitulé de l'action	Formation professionnelle
Diagnostic	Nécessité de faire connaître au plus grand nombre les éléments légaux sur les violences
Description de l'action	Réunion de formation / information annuelle sur les violences intrafamiliales
Partenaires	Parquet de Rouen, TGI Rouen (PAF)
Public cible	Professionnels concernés
Calendrier de mise en œuvre Date de lancement / Durée	Lancement 2011 – destiné à perdurer
Communication Colloque / Exposition / Couverture presse-TV/ Internet...	Bulletin d'inscription à destination des signataires du Protocole départemental de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes
Budget global de l'action Financeurs et montants	Frais de fonctionnement assurés par l'Ordre des avocats de Rouen
Modalités d'évaluation et Indicateurs de résultats	Évaluation par la diffusion d'un questionnaire
Gouvernance (Comité de suivi...)	

SIGNATAIRES

Fait à Rouen, le 29 juin 2015

Le Préfet de la région Haute-Normandie, Préfet de la Seine-Maritime Pierre-Henry MACCIONI	Le Préfet de l'Eure René BIDAL	La Directrice Régionale des Finances Publiques de Haute-Normandie Françoise HAYE-GUILLAUD
Le Président du Conseil Régional de Haute-Normandie Nicolas MAYER-ROSSIGNOL	Le Président du Conseil Départemental de Seine-Maritime Pascal MARTIN	Le Président du Conseil Départemental de l'Eure Sébastien LECORNU
Le Président de la Métropole Rouen – Normandie Frédéric SANCHEZ	Le Maire de Rouen Yvon ROBERT	La Rectrice de l'académie de Rouen, Chancelière des Universités Claudine SCHMIDT-LAINE
Le Procureur Général près la Cour d'Appel de Rouen Dominique LE BRAS	Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Seine-Maritime Philippe TRENEC	Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Eure Eric MAUDIER
Le Commandant de Groupement de gendarmerie de la Seine-Maritime Bruno GOUDALLIER	Le Commandant de Groupement de Gendarmerie de l'Eure Emmanuel VALOT	Le Président de l'Université de Rouen Cafer OZKUL
Le Président de l'Université du Havre Pascal REGHEM	Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Haute-Normandie Amaury de SAINT-QUENTIN	Le Président de la Cité des Métiers de Haute-Normandie Yves LEONARD

La Directrice Régionale de Pôle Emploi de Haute-Normandie Martine CHONG-WA NUMERIC	Le Directeur Régional de la Caisse des dépôts de Haute-Normandie Eric DUBERTRAND	Le Directeur Régional de l'INSEE de Haute-Normandie Jean-Christophe FANOUILLET
La Directrice Générale du CHU de Rouen Isabelle LESAGE	La Directrice du CHI Elbeuf – Louviers – Val de Reuil Véronique HAMON	Le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Rouen Arnaud de SAINT-REMY
Le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Seine-Maritime Jean-Luc MAUPAS	Le Président de l'ARACT de Haute-Normandie Christian BARRAUT	Le Président de la FFB de Haute-Normandie François LEPRETRE
Le Président de la CAPEB de Haute-Normandie Eric MOLLIN	Le Directeur Régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Haute-Normandie Serge LEROY	La Directrice Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Sylvie MOUYON-PORTE
La Directrice Régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Haute-Normandie Edith VIDAL	Le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie Patrick BERG	Le Directeur Régional des affaires culturelles de Haute-Normandie Luc LIOGIER
Le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de la Seine-Maritime Frank PLOUVIEZ	La Directrice Départementale de la Cohésion Sociale de l'Eure Ghislaine BORGALLI-LASNE	Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Seine-Maritime Olivier MORZELLE

La Directrice académique des services de l'Education Nationale, directrice des services départementaux de la Seine-Maritime Catherine BENOIT-MERVANT	Le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales de Seine-Maritime Pascal HAMONIC	Le Président de l'Union Sociale pour l'Habitat de Haute-Normandie Patrick PLOSSARD
La Présidente du Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles de Seine-Maritime Annie JEANNE	La Présidente du Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles de l'Eure Claudine COUV RAT	Le Directeur de CANOPE – Académie de Rouen Didier DETALMINIL
Le Délégué Régional de l'ONISEP de Haute-Normandie Jean-Marc PETIT	La Directrice du CESI Normandie Christine DISPA	Le Directeur Général de l'ESIGELEC Etienne CRAYE
Le Directeur de l'INSA Jean-Louis BILLOET	Le Directeur de l'ESITPA Daniel ROCHE	La Directrice régionale du CNFPT de Haute-Normandie Martine FRANCOIS
Le Président du Centre de Gestion de Seine-Maritime Jean-Claude WEISS	Le Président de Haute-Normandie Active Gérard HEIT	Le Président de l'Association « Elles Bougent » Normandie Christophe MARTIN
Le Président de la Fédération Française de Hockey sur Glace Luc TARDIF	La Présidente de l'Association H/F Normandie Sonia LEPLAT	Le Président de l'Association ADAEA/LA PAUSE de l'Eure Hugues NAUROY
Le Président de l'Association Accueil Service de l'Eure Philippe CAMUS	Le Directeur de l'AFPA d'Evreux Daniel COSTAL	

CHEFFE D'ENTREPRISE

En Haute-Normandie,

LES FEMMES

autant que les hommes
envisagent de créer une
entreprise...
mais seulement 28 %
des créateurs sont
des femmes.
Il n'y a pourtant pas
de raison objective
à ce que les femmes
chefs d'entreprise
soient si peu nombreuses.
Les obstacles sont liés
aux stéréotypes et pour
les surmonter,

**DES MOYENS
SPÉCIFIQUES
ET DES
ACCOMPAGNEMENTS
EXISTENT.**



8

le 8 mars
c'est
**toute
l'année**

**VIOLENCES
CONTRE LES FEMMES
LA LOI VOUS PROTÈGE**

9^e édition
12 MARS 2015

Ingénieure Ingénieur POURQUOI PAS TOI ?



La place des femmes dans le
dynamisme économique haut-normand

BONNES

POUR ÉVITER LES STÉRÉOTYPES
FEMMES / HOMMES
DANS LA COMMUNICATION

PRATIQUES

NOTRE SOCIÉTÉ ÉVOLUE,
L'ÉGALITÉ A SA PLACE DANS LA LANGUE ET DANS L'IMAGE



- > Elles créent
- > Elles développent
- > Elles reprennent
- > Elles décident
- > Elles managent
- > Elles entreprennent

ELLES TÉMOIGNENT

